

ESPACE PRODUCTION INTERNATIONAL - E.P.I.

**SA à directoire et conseil de surveillance au capital de 5 295 764 €
SIEGE SOCIAL : 1 rue de l'Europe - 67520 MARLENHEIM
390 625 382 - RCS SAVERNE**

Rapport de gestion du Directoire sur les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011

SOMMAIRE

A. L'activité propre de la société EPI	page 3
1. Situation de la société et son activité durant l'exercice écoulé	page 3
2. Evolution prévisible	page 4
3. Évènements importants intervenus depuis la date de clôture	page 4
4. Activités en matière de recherche et de développement	page 4
5. Résultats de la société et de ses filiales	page 4
6. Progrès réalisés	page 7
7. Difficultés rencontrées	page 7
8. Informations sur les délais de paiement	page 7
9. Filiales et participations	page 8
10. Conséquences sociales de l'activité	page 8
11. Conséquences environnementales de l'activité	page 8
12. Le résultat d'EPI	page 9
13. Le capital de la société	page 9
14. Les mandataires	page 13
15. Les salariés	page 20
16. Les conventions réglementées	page 20
17. Les commissaires aux comptes	page 20
18. Points divers	page 20
Annexe 1 : Synthèse opérations sur titres des mandataires sociaux, des hauts responsables et de leurs proches réalisées a cours du dernier exercice.	page21
Annexe 2 : Récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité	page24
B. L'activité de l'ensemble du groupe au cours de l'exercice écoulé	page 25
1. Activités du Groupe	page 25
2. Description des facteurs clés extérieurs ayant une influence sensible sur l'activité	page 25
3. Opérations et évènements importants de l'exercice	page 26
4. Résultats du Groupe	page 26
5. Répartition géographique des exportations	page 27
6. Commentaires sur l'activité globale du Groupe au cours de l'exercice écoulé	page 27
7. Evolution prévisible des filiales du Groupe	page 27
8. Evènements importants intervenus depuis la date de clôture	page 27
9. Activités en matière de recherche et développement du Groupe	page 27
10. Degré d'exposition des sociétés du Groupe aux risques du marché	page 28
11. Trésorerie et capitaux	page 28
12. Conséquences sociales de l'activité	page 30
13. Conséquences environnementales de l'activité	page 32
Annexe 3 : Résultat du groupe EPI	page 35

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réuni en Assemblée Générale Ordinaire, conformément à la loi et aux dispositions de nos statuts, à l'effet de vous demander de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

- Les convocations à la présente Assemblée ont été régulièrement effectuées.
- Les documents prévus par la réglementation en vigueur vous ont été adressés ou ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.
- Ces documents ont été transmis au Comité d'Entreprise. (Code du travail L 432-4 al 5)
Le présent rapport a notamment pour objet de vous présenter la situation de notre société et celle de notre groupe. (L.225-100, L. 233-26 et L. 232-1)

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ont été établis suivant les mêmes modes de présentation et les mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent.

A. L'activité propre de la société EPI SA(L.232-1)

La société EPI SA a apporté en 2010 son activité de fabrication et commercialisation de revêtements de sols à sa filiale dénommée depuis EPI FLOORING.L'activité de la société EPI SA au titre de l'exercice 2011 comme en 2010 est une activité de gestion de titres. C'est aussi suite à cette opération que la société EPI SA n'est plus dotée d'un comité d'entreprise.

- La société EPI dont nous vous demandons d'approuver les comptes, a réalisé un chiffre d'affaires de 3.735.247 € et un bénéfice de 54.753 €.

Nous vous demanderons d'approuver ces comptes sociaux. (L.225-100)

- Commentaires sur la situation et l'activité de la société EPI au cours de l'exercice écoulé :

1. Situation de la société et son activité durant l'exercice écoulé (L.232-1)

EPI SA: Suite à l'apport partiel d'actif de la branche complète de production de revêtement de sol à sa filiale EPI Flooring, l'activité de EPI SA est réduite, depuis le 1^{er} janvier 2010, à une activité de gestion de titres.

Durant l'exercice écoulé, les opérations suivantes ont été conduites :

- EPI SA a lancé fin juin 2011, une offre publique d'achat simplifiée (OPAS), accompagnée d'une offre publique de rachat d'actions (OPRA), au prix unitaire de 21,00€. Ces offres ont permis de racheter 601.572 actions. Ces actions ont été annulées, ce qui se traduit par une diminution de capital de 1.203.144€ (601.572 actions au nominal de 2€), et une diminution des réserves de 11.429.868€ (601.572 actions pour la différence de prix, soit 19,00€).
- Dans le même temps, EPI SA a lancé une offre publique d'achat simplifiée (OPAS) des BSAAR. Elle a permis le rachat de l'intégralité des bons, soit 1.839.632 BSAAR rachetés à 9,30€(prix de l'offre). Ces rachats se traduisent par une diminution de réserves de 17.108.578€.

Après ces opérations le capital social est de 5.295.764 €.

L'organigramme du groupe est présenté dans l'annexe 3 'Etats Consolidés' en Note annexes N° 3.1 .

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, la société EPI SA a réalisé un chiffre d'affaires de 3.735.247 € (contre 328.705 € en 2010).

Ses résultats 2011 ont été les suivants :

- Résultat d'exploitation	- 458.574 €
- Résultat financier	161.149 €
- Résultat exceptionnel	352.178 €
- Résultat après impôts	54.753 €

2. Évolution prévisible (L.232-1)

L'activité de la société EPI SA est principalement une activité de gestion de titres et ne fait que retranscrire l'état financier de l'ensemble de ses participations.

3. Événements importants intervenus depuis la date de clôture (L.232-1) :

Aucun événement significatif risquant de modifier les éléments financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 31/12/2011 et la date du Directoire ayant arrêté ces comptes le 30/03/2012.

4. Activités en matière de recherche et de développement (L.232-1)

Compte tenu de son activité exclusive de holding, la société EPI SA n'a pas au titre de l'exercice écoulé développé des activités de recherche.

5. Résultat de la société et de ses filiales (R.225-100-2)

Tableau des sociétés du Groupe EPI

ENTREPRISES DU GROUPE	SIEGES	ACTIVITES
EPI	Marlenheim (67)	HOLDING
EPI FLOORING	Marlenheim (67)	RDS
EPI VOSTOK	Noginsk (proche Moscou)	RDS
ALSAPAN	Dinsheim s/Bruche (67)	MEUBLES
DGS	Hong – Kong	NEGOCE
HAUTECOEUR-PARIS ESPANA	Madrid (E)	NEGOCE
SELFLOOR	Marlenheim (67)	IMMOBILIER
SCI LA CHAPELLE WENDELIN	Dinsheim s/Bruche (67)	IMMOBILIER
LOCOFI	Dinsheim s/Bruche (67)	IMMOBILIER
SCI MERKEL	Dinsheim s/Bruche (67)	IMMOBILIER

- **EPI FLOORING, fabrique et vend du revêtement de sol stratifié.**

- EPI FLOORING est le seul fabricant français. Ces produits se démarquent du parquet par leur coût moindre, leur facilité de pose ne nécessitant pas de colle, leur adaptation au marché mondial et leur grande diversité de décors par pressage d'une couche de papier imprimé et mélaminé.

- EPI FLOORING met en œuvre 2 technologies : la mélamine et le finish foil. La technique de la mélamine est la plus ancienne. Celle du finish foil est réellement opérationnelle depuis l'exercice 2008.

- **SELFLOOR, produisait et vendait du revêtement de sol stratifié jusqu'en fin 2009.**

- le site de Saint-Florentin a été définitivement arrêté en juin 2009 et les machines de production ont été vendues.
- le site de TONNERRE a arrêté toute production en novembre 2009. Les produits de la marque ROYSOL sont dorénavant fabriqués dans l'usine de Marlenheim et les machines de production ont été vendues.
- Le fonds de commerce de SELFLOOR a été vendu à EPI SA en janvier 2010 et transmis à EPI FLOORING dans le cadre de l'apport partiel d'actif réalisé fin 2010.
- Les locaux de Tonnerre sont partiellement loués et une promesse de vente a été signée en 2011 mais il semblerait que les futurs acquéreurs ne souhaitent pas y donner suite pour des raisons qui leur sont propres. Le locataire actuel est engagé sur la base d'un bail commercial qui couvre tous les frais d'entretien et l'amortissement.

- **EPI VOSTOK, produit et vend du revêtement de sol stratifié :**

- Depuis la fin de l'exercice 2009, EPI VOSTOK vend des produits fabriqués en Russie dans son usine et aussi des produits importés de France.
-
- Le chiffre d'Affaires 2011 est composé à 53 % par la production locale. Cette part est insuffisante et n'a permis d'atteindre que 50% de son objectif de production 2010,. EPI VOSTOK a encore subi une forte inflation du prix de la matière première et de graves difficultés en matière d'approvisionnement. Dans ce contexte de quasi pénurie, les résultats de la filiale restent déficitaires et l'avenir de la filiale est préoccupant.
- Le constat de l'ensemble des entreprises étrangères en Russie est qu'elles pâtissent d'une bureaucratie grandissante qui peut retarder les mises en place ou déploiements industriels.

- **ALSAPAN, fabricant de meubles en kit à base de panneaux mélaminés ou enrobés**

- est très dépendante de son principal client. Cette situation n'est pas nouvelle.
- ALSAPAN dispose d'une force commerciale et d'un bureau d'études dimensionné à ses besoins immédiats. Elle n'a pas les moyens de, très rapidement, conquérir de nouveaux clients.
- Comme EPI FLOORING, ALSAPAN est très dépendante des fournisseurs de matières premières. A la forte décreue enregistrée en 2008 et 2009 s'est substituée une hausse continue depuis le second semestre 2010 jusqu'au 3^e trimestre 2011. Ces hausses n'ont pu être, que partiellement et avec retard, répercutées sur les prix de vente . Les défaillances de politique communautaire pour la filière bois ont amené la fermeture d'usines de production faute de matière.
- Confirmation des changements de stratégie, en 2010 un major national a cédé une usine de production de panneaux au principal client d'ALSAPAN, une filiale de ce dernier est devenue le premier fournisseur de matière première de l'un de ses propres fournisseurs !
- Pour ses marchés actuels, ALSAPAN traite quasi exclusivement en euro.
- L'activité de conception et de commercialisation de meubles en kit, produits en Asie a connu un net ralentissement.

- **DGS conception et commercialisation de meubles en kit produits en Asie**

- DGS continue de maintenir un métier de sourcing que les grandes centrales d'achat européennes ont tendance à intégrer ou à court-circuiter. Le modèle DGS a subi toutes les conséquences de la crise depuis 2007 et se trouve concurrencé par des officines qui ont établi des bases logistiques fortes en Asie.
- Les stocks de ces produits sont centralisés sur le site ALSAPAN de La Courtine (23) .

- **La SCI La Chapelle Wendelin** a été créée en 2006.

Elle a vocation à louer un immeuble d'habitation à des tiers. Elle détient les titres de LOCOFI et SCI MERKEL.

- **LOCOFI** a été acquise par le Groupe via la SCI LA CHAPELLE WENDELIN.

Elle a une activité de location d'immeubles industriels avec comme unique client EPI SA.

- **La SCI Merkel** a été acquise le 01/10/2006 : elle est détenue à 99% par LOCOFI.

L'actif est composé essentiellement d'un terrain et d'un bâtiment industriel situé à Marlenheim et loué à EPI Flooring.

• **SITUATION D'EPI SA ET DES FILIALES AU 31/12/2011**

EPISA:

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, la société EPI a réalisé un chiffre d'affaires de 3.735.247 € (contre 328 705€ en 2010)

Ses résultats ont été les suivants :

- Résultat d'exploitation	- 458.574 €
- Résultat financier	161.149 €
- Résultat exceptionnel	352.178 €
- Résultat après impôts	54.753 €

EPI FLOORING SAS :

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, la société EPIFLOORING a réalisé un chiffre d'affaires de 75.435 K€ (contre 65.761 K€ l'exercice précédent).

Ses résultats ont été les suivants :

- Résultat d'exploitation	- 1.468.425 €
- Résultat financier	1.619.730 €
- Résultat exceptionnel	- 303.229 €
- Résultat après impôts	215.694 €

ALSAPAN SAS :

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, la société ALSAPAN a réalisé un chiffre d'affaires de 135.165 K€ (contre 116.073 K€ l'exercice précédent).

Ses résultats ont été les suivants :

- Résultat d'exploitation	- 2.834.212 €
- Résultat financier	1.991.750 €
- Résultat exceptionnel	- 702.265 €
- Résultat après impôts	- 779.699 €

SELFLOOR SAS :

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, la société SELFLOOR a réalisé un chiffre d'affaires de 66 K€ (contre 1.040 K€ l'exercice précédent).

Ses résultats sont les suivants :

- Résultat d'exploitation	- 162.379 €
- Résultat financier	- 24.224 €
- Résultat exceptionnel	121.679 €
- Résultat après impôts	- 73.102 €

DGS :

Cette société, de droit hongkongais, a réalisé un chiffre d'affaires de 1.306 K€ en 2011 (contre 1.935 K€ en 2010) et a dégagé un résultat net comptable de 5.342 €, (les données comptables en \$US ont été converties en € au cours du 31/12/2011 pour les postes du bilan et au cours moyen pour le résultat).

EPI VOSTOK :

Cette société, de droit russe, a démarré son activité commerciale au courant du second semestre de 2008. Le chiffre d'affaires 2011 est de 6.604 K€ (contre 6.484 K€ en 2010), (les données comptables en RUR ont été converties en € au cours du 31/12/2011 pour les postes de bilan et au cours moyen pour le résultat).

Ses résultats sont les suivants :

- Résultat d'exploitation	- 1.659.383 €
- Résultat financier	- 1.052.248 €
- Résultat après impôt	- 1.973.533 €

Aucune filiale ne détient d'actif économique stratégique, chacune maîtrise les techniques propres à son activité avec ses outils de production.

Aucune des filiales de la Société n'a procédé à des distributions de dividendes au titre de l'exercice 2011.

6. Progrès réalisés (L.225-100-2)

La restructuration juridique du groupe fin 2010 (APA,...), a permis en 2011 un suivi opérationnel au plus près des activités des filiales.

7. Difficultés rencontrées (L.225-100-2)

Les principales difficultés rencontrées par les filiales sont liées à la volatilité de la clientèle et au manque de prévisions fiables (voir le manque total de prévisions) quant à ses besoins. Les marchés adressés par les différentes unités du Groupe sont matures et les évolutions se font à la marge. Chaque entité du Groupe a la possibilité de construire une offre attrayante et de se démarquer de ses compétiteurs, mais chaque entité doit passer d'une culture : volume /prix à un concept niche/créativité/service. La période de contraction des marchés rend encore plus difficile cette option, néanmoins indispensable pour retrouver des niveaux de résultats satisfaisants.

L'évolution des cours des matières premières (principalement à base de bois et de pétrole) est difficilement prévisible et ne peut être répercutée immédiatement sur les prix de vente pratiqués par les entreprises du groupe. Au niveau de leurs approvisionnements elles ne disposent pas de moyens pour couvrir ce risque, ce n'est une pratique usitée dans les métiers concernés.

La complémentarité des activités d'EPI FLOORING et d'ALSAPAN est réelle au niveau de l'approvisionnement des matières premières, des moyens de production et surtout de l'accès aux différents marchés. La complémentarité d'ALSAPAN et d'HAUTECOEUR était très grande, ce qui a motivé la fusion des entreprises en 2010.

Dans un contexte économique et bureaucratique compliqué, EPI VOSTOK subit en plus, des impossibilités d'approvisionnement en matières premières du fait d'une position quasi monopolistique des fournisseurs locaux (dont l'un est un concurrent direct en revêtement de sol sur le marché russe). Cette quasi pénurie limite sa production à 25% de sa capacité réelle. Cette incapacité à obtenir des matières premières pèse défavorablement sur la rentabilité d'exploitation et obère fortement l'avenir de la filiale.

8. Informations sur les délais de paiement (L.232-1)

- Les fournisseurs (D.441-4)

Total des dettes fournisseurs	Dettes non échues en €			Dettes échues
	Moins de 30 jours	De 30 à 60 jours	Plus de 60 jours	
Au 31/12/2011	160.607	790.198	1.435	- 143.319
Au 31/12/2010	110.075	31.843	0	10.941

L'encours fournisseurs au 31/12/2011 s'élève à 808.921 € (152.859 € au 31/12/2010), y compris les dettes des filiales 2011 pour un montant de 636.309 € et 2010 pour un montant de 0 €.

- **Les clients (D.441-6-1)**

Total des créances clients	Créances non échues en €			Créances échues
	Moins de 30 jours	De 30 à 60 jours	Plus de 60 jours	
Au 31/12/2011	125.597	1.182.177	0	1.271.734
Au 31/12/2010	51.044	0	0	0

L'encours clients au 31/12/2011 s'élève à 2.579.508 € (51.044 € au 31/12/2010), y compris les créances des filiales 2011 pour un montant de 2.403.306 € et 2010 pour un montant de 4.784 €.

9. Filiales et participations

Prises de participation et de contrôle au cours de l'exercice clos le 31/12/2011

Aucune prise de participation n'a été effectuée au cours de l'exercice 2011.

Ainsi, les participations détenues au 31 décembre 2010 sont les suivantes :

- La totalité des 5 000 actions composant le capital de la société SELFLOOR, SAS au capital de 500 000 €, dont le siège est 4 rue de Bruxelles, MARLENHEIM (67520), soit 100 % du capital.
- La totalité des 3 602 552 actions composant le capital de la société ALSAPAN, SAS au capital de 3 602 552 € dont le siège est 1d rue du Général de Gaulle – 67190 DINSHEIM, soit 100 % du capital.
- La totalité des 293 424 actions composant le capital de la société EPI FLOORING, SAS au capital de 14 671 200 €, dont le siège est 1, rue de l'Europe - 67520 MARLENHEIM, soit 100 % du capital.
- 999 des 1 000 parts sociales composant le capital de la société LA CHAPELLE WENDELIN, au capital de 1000 €, dont le siège est 1D rue du Général de Gaulle - 67190 DINSHEIM SUR BRUCHE, soit 99,90 % du capital.
- 100% du capital de la société EPI VOSTOK.

10. Conséquences sociales de l'activité

L'information communiquée concerne le groupe et est présentée chapitre B § 12.

11. Conséquences environnementales de l'activité

L'information communiquée concerne le groupe et est présentée chapitre B § 13.

12. Le résultat de EPI**a) L'affectation du résultat**

- L'affectation du résultat de notre société que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts.
- Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice qui s'élève à 54.753 euros au poste « autres réserves »

b) Les distributions antérieures de dividendes

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous signalons qu'il n'est intervenu aucune distribution de dividende au cours des trois derniers exercices.

c) Les charges non déductibles fiscalement

- Il n'y a pas de dépense et charge visée par les articles 39-4 du Code Général des Impôts.
- Les jetons de présence pour leur fraction excédant les limites prévues à l'article 210 sexies du CGI ont été réintégrés. Cette fraction représente 87.258€.

13. Le capital de la société

L'actionariat de la société (L. 233-13)

La répartition du capital social est la suivante :

Actionnaires	31.12.11 nombre d'actions	2011 % capital	2011 droits de vote	31.12.10 nombre d'actions	2010 % capital	2010 droits de vote	31.12.09 nombre d'actions	2009 % Capital	2009 droits de vote
STRUB SA	1.752.978	66,20	66,20	1.899.076	58,44	58,44	1.869.871	57,54	57,54
Ulrich ZIEROLD	1			1			1		
Ulrich ZIEROLD GmbH & Co KG	478.493	18,07	18,07	478.493	14,73	14,73	478.493	14,73	14,73
MELAPLAST Verwaltungs GmbH	309.365	11,69	11,69	309.365	9,52	9,52	309.365	9,52	9,52
Gérard VOIRIN	41.872	1,58	1,58	41.872	1,29	1,29	41.872	1,29	1,29
David BASKEYFIELD	10.135	0,38	0,38	10.135	0,31	0,31	10.135	0,31	0,31
Divers nominatif	2			146			146		
Public	55.036	2,08	2,08	510.366	15,71	15,71	539.571	16,61	16,61
TOTAL	2 647 882	100 %	100 %	3.249.454	100 %	100%	3.249.454	100 %	100%

GROUPE EPI

- Nous vous signalons l'identité des personnes détenant directement ou indirectement au 31 décembre 2010, plus de 5 %, de 10%, de 15%, de 20%, de 25%, de 30 %, de 33,33 %, de 50%, de 66,66 % ou de 95% du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales :

Actionnaires	En capital	En droit de vote
Détenant plus de 5%	Néant	Néant
Détenant plus de 10%	MELAPLAST Verwaltung GmbH Hans-Böckler Strasse 12 D – 97424 SCHWEINFURT	MELAPLAST Verwaltung GmbH Hans-Böckler Strasse 12 D – 97424 SCHWEINFURT
Détenant plus de 15%	ULRICH ZIEROLD GmbH & Co KG Herrenwiestrasse 9 D – 82031 GRÜNWALD	ULRICH ZIEROLD GmbH & Co KG Herrenwiestrasse 9 D – 82031 GRÜNWALD
Détenant plus de 20%	Néant	Néant
Détenant plus de 25%	Néant	Néant
Détenant plus de 30%	Néant	Néant
Détenant plus du tiers	Néant	Néant
Détenant plus de 50%	STRUB SA Rue Jean Prêcheur 67120 DUPPIGHEIMt	STRUB SA Rue Jean Prêcheur 67120 DUPPIGHEIMt
Détenant plus des 2/3	Néant	Néant

- Cette liste a connu des modifications au cours de l'exercice écoulé du fait de la réduction de capital intervenu.

Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (L. 225-100-3)

En application de l'article L. 225-100-3, nous vous précisons les points suivants susceptibles d'avoir une incidence en matière d'offre publique : la structure du capital ainsi que les participations directes ou indirectes connues de la société et toutes informations en la matière sont décrites dans le présent document.

- Il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote.
- A la connaissance de la société, il n'existe pas de pactes et autres engagements signés entre actionnaires.
- Il n'existe pas de titre comportant des droits de contrôle spéciaux.
- Il n'existe pas de mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel avec des droits de contrôle qui ne sont pas exercés par ce dernier.
- Les règles de nomination et de révocation des membres du conseil de surveillance et du directoire sont les règles légales et statutaires.
- En matière de pouvoirs du directoire, les délégations en cours sont décrites dans le présent rapport (programme de rachat d'actions) et dans le tableau des délégations d'augmentation du capital en annexe.

GROUPE EPI

- La modification des statuts de notre société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires.
- Les accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société sont les suivants : *néant*.
- Il n'existe pas d'accords particuliers prévoyant des indemnités en cas de cessation des fonctions de membres du directoire ou conseil de surveillance.

Les actions d'autocontrôle (L. 233-13)

Il n'y a pas d'actions d'autocontrôle.

Avis de détention et aliénation de participation croisée

La société ne détient, ni n'a acquis ou cédé de participation croisée.

Ajustement des bases de conversion des valeurs mobilières donnant accès au capital, des options de souscriptions et d'achat et des actions gratuites

La totalité des BSAAR détachée des OBSAAR courant février 2008 a été rachetée par la société :

- En juillet 2011 à hauteur de 1 833 560 dans le cadre de l'OPAS visant les BSAAR
- 5 704 BSAAR ont été acquis par la Société sur le marché en juillet 2011
- Et le solde en décembre 2011.

Nombre d'actions propres achetées et vendues par la société au cours de l'exercice (L. 225-211 al. 2)

La société a déposé une offre publique de la Société sur ses propres actions composé à titre principal d'une offre publique de rachat d'actions (OPRA) et à titre subsidiaire d'une offre publique d'achat simplifiée dans le cadre du programme de rachat d'actions (OPAS) portant le numéro de visa n°11239.

Les Offres ont été ouvertes du 28 juin au 18 juillet 2011 inclus.

L'AMF a publié les résultats des Offres le 25 juillet 2011.

La société a racheté 601 572 de ses propres actions.

- 276 627 actions EPI ont été apportées dans le cadre de l'OPRA ,
- 324 945 actions EPI ont été apportées dans le cadre de l'OPAS .

La totalité des actions ainsi acquise a été annulée par voie de réduction de capital suivant décision de l'assemblée générale mixte des actionnaires en date du 8 juin 2011 et de la décision du directoire en date du 8 aout 2011.

Ainsi, la société ne détient plus depuis le 8 aout 2011 aucune de ses propres actions.

Les délégations en matière d'augmentations de capital (L. 225-129)

Néant

Autorisation de mettre en place un programme de rachat d'actions et de réduire le capital par annulation d'actions auto-détenues (L. 225-209)

L'assemblée générale des actionnaires en date du 8 juin 2011 a conféré au directoire, pour une période de dix huit mois expirant le 8 décembre 2012, les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la société dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social soit sur la base du capital actuel, 324 925 actions.

Les acquisitions pourraient être effectuées en vue de :

- Assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action EPI par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par l'AMF,
- Conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société,
- Assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre d'un plan d'épargne entreprise ou par attribution gratuite d'actions,
- Assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- Procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'autorisation à conférer par la présente assemblée générale des actionnaires dans sa première résolution à caractère extraordinaire.

Ces achats d'actions pourront être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le directoire appréciera, y compris en période d'offre publique dans la limite de la réglementation boursière. Toutefois, la société n'entend pas recourir à des produits dérivés.

Le prix maximum d'achat est fixé à 21 euros par action. En cas d'opération sur le capital notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions, le montant sus-indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

Le montant maximal de l'opération est ainsi fixé à 6 823 845 euros.

Le directoire a usé de cette faculté de rachat, et la société a racheté en juillet 2011, 324 945 de ses propres actions dans le cadre d'une OPAS. Cette autorisation ayant été utilisée à hauteur de 10% du capital social, nous soumettons à l'assemblée générale, une nouvelle demande d'autorisation motivée pour les mêmes raisons que celle consentie par l'assemblée du 8 juin 2011 (cf. ci-dessus). Toutefois, le nombre d'actions concerné sera de 264 788 actions et le prix maximum d'achat de l'action est fixé à 21 €.

14. Les mandataires

a) Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux (L. 225-102-1 al. 3) [au cours des 5 dernières années]

Nom et Prénom ou dénomination sociale des mandataires	Age	Mandat dans la société	Date de nomination et de fin de mandat	Autre(s) fonction(s) dans la société	Mandats et/ou fonctions dans une autre société du groupe (1) (2)	Mandats et/ou fonctions dans une autre société hors du groupe (1) (2)	Nombre d'actions
VOIRIN Gérard	61 ans	Président du directoire	27/06/07 2011			- Administrateur de la société DYNAMONDE SA. - Gérant de la SARL CUISINES FINANCES. - Gérant de la SARL GAT. - Président de VOIRIN CONSULTANTS SAS.	41 872
			04/01/2010		- Directeur Général de la société SELFLOOR		Détention directe 0
			31/05/2010		- Président de la société EPI FLOORING		Détention directe 0
			31/08/2011		- Cogérant de la SCI MERKEL		0
			30/08/2011		- Cogérant de LOCOFI		0
			15/05/2010			- Président de la société VOLTEC SOLAR	
EBERHARDT Christian	57 ans	Président du Conseil de surveillance	Cessation le 31/12/2009			- Président Directeur Général de la société EBERHARDT Frères SA	1
		Membre du Conseil de surveillance	27/06/2007 2015				
CLEMENTE Antonio	46 ans	Membre du Directoire	21/04/08 2011				
			04/01/2010		- Directeur Général de la société ALSAPAN SAS		
LANOUX Marie-Élisabeth	68 ans	- Membre du Conseil de surveillance	27/06/07 2015		- Présidente de la société STRUB SA.		Détention directe 1
		- Vice Présidente	Cessation des fonctions le 31/12/2009				Indirecte 876.489
		- Présidente du conseil de surveillance	01/01/2010				

GROUPE EPI

			Cessation des fonctions le 04/01/2010		- Présidente de la société ALSAPAN SAS	0	
			28/12/2009		-Cogérante de la société LOCOFI	0	
			28/12/2009		-Cogérante de la société MERKEL	0	
			Cessation des fonctions le 04/01/2010		- Directeur Général de la société ALSAPAN		
			20/05/2010		- Présidente de la société ALSAPAN	0	
			Cessation des fonctions le 20/05/2010			Directeur Général de STRUB BOIS	
			20/05/2010			Président de STRUB BOIS	
			Cessation des fonctions le 30/09/2010		Président de HAUTECOEUR		
			20/12/2010		Gérante SCI LA CHAPELLE WENDELIN		
BASKEYFIELD David	64ans	Membre du directoire Membre du Conseil de surveillance	Cessation des fonctions le 27/04/08 27/04/08 2015				10 135
LACOUR Johannes	63 ans	Membre du Conseil de surveillance	27/06/07 2015			- Gérant de la société MELAPLAST Verwaltungs GmbH. - Gérant de la société MELAPLAST PLATTENVEREDELUNGS GmbH. - Gérant de la société MELATEC ELEMENTE GmbH. - Gérant de la société MELAFLOOR GmbH & Co GK. - Gérant de la société ZEILER MOBELWERK GmbH & Co KG. - Gérant de la société NOLFF MOBELWERK GmbH & Co KG. - Gérant de MOBELFOLIEN GmbH Biesenthal. - Gérant de ZEYKO MOBELWERK GmbH.	Détention directe 1 Indirecte 309 365

THIELEN Albert B.	83 ans	Membre du Conseil de Surveillance	27/06/07 2015				1
ZIEROLD Ulrich	74 ans	- Membre du Conseil de surveillance - Vice Président	27/06/07 2015 01/01/2010			Gérant de la société ULRICH ZIEROLD GmbH & Co KG	478 494 (directe et indirecte)

b) Les nominations, renouvellements et ratification de cooptations

Aucun mandat ne doit être renouvelé.

c) Les jetons de présence

Au titre de l'exercice 2010, la société a versé des jetons de présence pour un montant global de 90 000 € au Conseil de Surveillance.

Ce montant a été renouvelé au titre de l'exercice 2011 conformément à la décision de l'Assemblée Générale 2009 qui indiquait que cette somme serait versée jusqu'à décision contraire.

d) Les rémunérations des mandataires (L. 225-102-1 al 1 et 2)

Conseil de surveillance :

Le président du conseil de surveillance ne perçoit pas de rémunération mensuelle. Les frais exposés dans l'exercice des fonctions et en vue d'assister aux réunions du conseil sont remboursés aux membres, sur présentation de justificatifs. Des jetons de présence ont été versés pour un montant total de 90 K€.

Directoire :

Conformément au code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP/MEDEF de décembre 2008 et à la recommandation de l'AMF du 22 décembre 2008, les tableaux pertinents renseignés figurent ci-dessous.

Rémunérations des mandataires au titre de l'exercice clos le 31/12/2011

Mandataires (quelle que soit la durée du mandat pendant l'exercice)	dans la société, dans les sociétés contrôlées et dans la société contrôlante					
	Rémunérations			Jetons de présence	Avantages en nature	Total
	Fixe	Variable	Exceptionnelle			
Mme Lanoux						
Versées en N-1	57.777	4.814	0	15.000	0	77.591
Versées en N	41.275	4.128	0	15.000	0	60.403
Restant à verser au titre de N	0	0	0	0	0	0
M. Voirin						
Versées en N-1	0	0	0	0	0	0
Versées en N	0	0	0	0	0	0
Restant à verser au titre de N	0	0	0	0	0	0
M. Clemente						
Versées en N-1	125.673	30.000	0	0	0	155.673
Versées en N	136.602	60.000	0	0	0	196.602
Restant à verser au titre de N	0	0	0	0	0	0

Les montants sont exprimés en valeurs brutes.

Les rémunérations indiquées dans le tableau versées à Mme LANOUX ont été versées par STRUB SA.

Au titre de l'année 2011, Mr Antonio CLEMENTE a perçu 196.602euros brut comme salaire versé par ALSAPAN.

Aucune autre rémunération n'a été versée à un autre membre du Directoire ou du Conseil de Surveillance.

Aucun régime complémentaire de retraite spécifique n'a été mis en place pour les mandataires sociaux.

Aucun engagement de quelque nature correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions du mandataire ou postérieurement à celle-ci n'a été pris.

Aucunes rémunérations et avantages versés sous forme d'attribution de titres de capital, de titres de créances ou de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la société ou de sociétés contrôlées ou contrôlantes n'ont été versés.

Il n'y a pas eu d'attribution d'actions gratuites ou de stock options au profit des mandataires.

e). Participations et options de souscription ou d'achat d'actions

Il n'existe pas de plan ou d'option au bénéfice des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance concernant l'attribution ou la souscription d'actions .

f) Accord de participation des salariés du groupe au capital de la société

Il n'existe pas de plan prévoyant d'intéresser les salariés au capital d'EPI.

Un accord de participation conforme à la législation en vigueur existe, à ce titre le versement de 2011 a été de

Tableau 1

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	Exercice 2011	Exercice 2010
Marie-Élisabeth LANOUX, Présidente du conseil de surveillance		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	60.403 €	77.591 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	Néant	Néant
TOTAL	60.403 €	77.591 €

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	Exercice 2011	Exercice 2010
Antonio CLEMENTE, Membre du directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	196.602 €	155.673 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	Néant	Néant
TOTAL	196.602 €	155.673 €

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	Exercice 2011	Exercice 2010
Gérard VOIRIN, Membre du directoire, Président		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	Néant	Néant
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	Néant	Néant
TOTAL	Néant	Néant€

Tableau 2

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
	Exercice 2011		Exercice 2010	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Marie-Élisabeth LANOUX Présidente du conseil de surveillance				
- rémunération fixe versée par STRUB S.A.	41.275 €	41.275 €	57.777 €	57.777 €
- rémunération variable	4.128 €	4.128 €	4.814 €	4.814 €
- rémunération exceptionnelle	Néant		Néant	
- jetons de présence	15.000 €	15.000 €	15.000 €	15.000 €
- retraite supplémentaire	Néant		Néant	
TOTAL	60.403 €	60.403 €	77.591 €	77.591 €

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
Antonio CLEMENTE Membre du directoire	Exercice 2011		Exercice 2010	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
- rémunération fixe	136.602 €	136.602 €	125.673 €	125.673 €
- prime sur objectif	60.000 €	60.000 €	30.000 €	30.000 €
- rémunération exceptionnelle	Néant		Néant	
- jetons de présence	Néant		Néant	
- avantages en nature	Néant		Néant	
TOTAL	196.602 €	196.602 €	155.673 €	155.673 €
Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
Gérard VOIRIN Membre du directoire président	Exercice 2011		Exercice 2010	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
- rémunération fixe	Néant		Néant	
- rémunération variable	Néant		Néant	
- rémunération exceptionnelle	Néant		Néant	
- jetons de présence	Néant		Néant	
- avantages en nature	Néant		Néant	
TOTAL	Néant		Néant	

Tableau 3

Tableau sur les jetons de présence et les autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants		
Mandataires sociaux non dirigeants	Montants versés au cours de l'exercice N-1	Montants versés au cours de l'exercice N
Christian EBERHARDT		
Jetons de présence	15 000 €	15 000 €
Autres rémunérations	0	0
David BASKEYFIELD		
Jetons de présence	15 000 €	15 000 €
Autres rémunérations	0	0
Johannes LA COUR		
Jetons de présence	15 000 €	15 000 €
Autres rémunérations	0	0
Albert B. THIELEN		
Jetons de présence	15 000 €	15 000 €
Autres rémunérations	0	0
Ulrich ZIEROLD		
Jetons de présence	15 000 €	15 000 €
Autres rémunérations	0	0
TOTAL	75 000 €	75 000 €

Tableau 4

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe

Il n'a pas été attribué d'actions gratuites, ni d'actions de performance, ni de stocks options.

Tableau 5

Obligations de conservation liées aux attributions de stock options ou d'actions gratuites aux mandataires

Il n'y a pas eu d'attributions d'actions gratuites ou de stock options au profit des mandataires.

Tableau 6

Dirigeants Mandataires Sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire (4)		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Gérard VOIRIN Fonction : Président et Membre du directoire Début de mandat : 27/06/07 Fin de mandat : 2011		Non		Non		Non		Non
Marie-Élisabeth LANOUX Fonction : Présidente du conseil de surveillance Début de mandat : 27/06/07 Fin de mandat : 2015		Non		Non		Non		Non
Antonio CLEMENTE (1) Fonction : Membre du directoire Début de mandat : 21/04/08 Fin de mandat : 2011	Oui			Non		Non		Non

(1) Le contrat de travail d'Antonio CLEMENTE est un contrat au titre de sa fonction de Directeur Général de la société ALSAPAN SAS. Sa fonction de Directeur Général de la société EPI SA est non rémunérée.

(2) Plus aucune retraite supplémentaire n'a fait l'objet d'un versement en 2011, au nom de Marie-Élisabeth LANOUX

Critères de calcul ou circonstances d'établissement des éléments composant les rémunérations et avantages :
Néant

Engagements de toutes natures correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions du mandataire ou postérieurement à celle-ci :
Néant

Rémunérations et avantages versés sous forme d'attribution de titres de capital, de titres de créances ou de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la société ou de sociétés contrôlées ou contrôlantes :
Néant

Tableau 7

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS CONSENTIES AUX DIX PREMIERS SALARIES NON MANDATAIRES SOCIAUX ATTRIBUTAIRES ET OPTIONS LEVEES PAR CES DERNIERS	Nombre total d'options attribuées/d'actions souscrites ou achetées	Prix
Options consenties, durant l'exercice, par l'émetteur et toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé (information globale)	0	-
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice, par les dix salariés de l'émetteur et de ces sociétés, dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevée (information globale)	0	-

15. Les salariés

Depuis le 1er janvier 2010, la société n'a plus de salarié

A la clôture de l'exercice la participation des salariés telle que définie à l'article 225-102 du code de commerce représentait 0% du capital social de la société.

16. Les conventions réglementées

Nous vous demandons d'approuver les conventions visées à l'article L 225-86 du code de commerce régulièrement autorisées par le Conseil de surveillance.

Vos commissaires aux comptes vous les présentent et vous donnent à leur sujet toutes les informations requises dans leur rapport spécial qui vous sera lu dans quelques instants.

17. Les commissaires aux comptes

Aucun mandat n'arrive à expiration

18. Points divers

Suite à l'OPRA OPAS de juillet 2011, les statuts ont été modifiés afin de tenir compte de la réduction de capital.

Conclusion

Nous vous demanderons de donner quitus entier et définitif à votre Directoire de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, ainsi qu'aux Commissaires aux Comptes pour l'accomplissement de leur mission qu'ils vous relatent dans leur rapport général.

Votre Directoire vous invite à approuver par votre vote, le texte des résolutions qu'il vous propose.

LE DIRECTOIRE

ANNEXE 1 :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES OPERATIONS SUR TITRES
DES MANDATAIRES SOCIAUX, DES HAUTS RESPONSABLES ET DE LEURS PROCHES
REALISEES AU COURS DU DERNIER EXERCICE**

(Articles L.621-18-2 du Code monétaire et financier et 223-26 du RG de l'AMF)

Nom et prénom	Marie-Élisabeth LANOUX
Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Présidente du conseil de surveillance
Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	M. Daniel LANOUX
Description de l'instrument financier	Actions EPI SA
Nombre total d'instruments financiers cédés	3.406
Prix moyen pondéré	21,00 €
Montant total des cessions	71.526 €
Nombre total d'instruments financiers acquis	Néant
Prix moyen pondéré	
Montant total des acquisitions	
Description de l'instrument financier	BSAAR
Nombre total d'instruments financiers cédés	1.472
Prix moyen pondéré	9,30 €
Montant total de l'opération	13.690 €

Nom et prénom	Gérard VOIRIN
Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Président et Membre du directoire
Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	M. ou MME GERARD VOIRIN
Description de l'instrument financier	Actions EPI SA
Nombre total d'instruments financiers cédés	2.035
Prix moyen pondéré	21,00 €
Montant total des cessions	42.735 €
Nombre total d'instruments financiers acquis	Néant
Prix moyen pondéré	
Montant total des acquisitions	
Description de l'instrument financier	BSAAR
Nombre total d'instruments financiers cédés	69.288
Prix moyen pondéré	9,30 €
Montant total de l'opération	644.378 €

Nom et prénom	Antonio CLEMENTE
Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Membre du directoire
Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	Néant
Description de l'instrument financier	Actions EPI SA
Nombre total d'instruments financiers cédés	2.940
Prix moyen pondéré	21,00 €
Montant total des cessions	61.740 €
Nombre total d'instruments financiers acquis	Néant
Prix moyen pondéré	
Montant total des acquisitions	
Description de l'instrument financier	BSAAR
Nombre total d'instruments financiers cédés	24.600
Prix moyen pondéré	9,30 €
Montant total de l'opération	228.780 €

Nom et prénom	Albert B. THIELEN
Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Membre du conseil de surveillance
Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	Néant
Description de l'instrument financier	Actions EPI SA
Nombre total d'instruments financiers cédés	50
Prix moyen pondéré	21,00 €
Montant total des cessions	1.050 €
Nombre total d'instruments financiers acquis	Néant
Prix moyen pondéré	
Montant total des acquisitions	
Description de l'instrument financier	Néant
Nombre total d'instruments financiers cédés	
Prix moyen pondéré	
Montant total de l'opération	

Nom et prénom	David BASKEYFIELD
Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Membre du conseil de surveillance
Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	Néant
Description de l'instrument financier	Actions EPI SA
Nombre total d'instruments financiers cédés Prix moyen pondéré Montant total des cessions	Néant
Nombre total d'instruments financiers acquis Prix moyen pondéré Montant total des acquisitions	Néant
Description de l'instrument financier	BSAAR
Nombre total d'instruments financiers cédés	5.704
Prix moyen pondéré	9,30 €
Montant total de l'opération	53.047 €

ANNEXE 2 :

**TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL
EN COURS DE VALIDITE**

	Date de l'AGE	Date d'expiration de la délégation	Montant autorisé	Utilisations au cours des exercices précédentes ¹	Utilisations au cours de l'exercice clos le 31/12/2009 et jusqu'au 20/04/2010	Montant résiduel au 20/04/2010	Observations
Autorisation d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	03/12/07	03/02/2010	10 M€	Néant	Néant	Néant	Autorisation échue
Autorisation d'augmenter le capital avec maintien du DPS	03/12/07	03/02/2010	4 M€	Néant	Néant	Néant	Autorisation échue
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS	03/12/07	03/02/2010	6,5 M€	Néant	Néant	Néant	Autorisation échue
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS dans la limite annuelle de 10% du capital avec modalités de fixation du prix de souscription définies							
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS en faveur des adhérents d'un PEE							
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS en faveur des salariés (catégorie de personnes ou personnes nommément désignées)	03/12/07	03/02/2010	200 K€	Néant	Néant	Néant	Autorisation échue
Autoriser d'augmenter le capital en rémunération d'un apport de titres ou de valeurs mobilières	03/12/07	03/02/2010	10% du capital	Néant	Néant	Néant	Autorisation échue
Autorisation d'émettre des options de souscription d'actions							
Autorisation d'attribuer des actions gratuites à émettre							
Autorisation d'attribuer des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise							

B. L'activité de l'ensemble du groupe au cours de l'exercice écoulé
(L. 225-100, L. 233-26, R. 225-102)

Les résultats d'exploitation et les comptes consolidés du Groupe sont détaillés en ANNEXE 3

1. Activités du Groupe

Le Groupe EPI, est composé de deux activités :

- Fabrication et commercialisation de revêtement de sol stratifié.
- Fabrication commercialisation de meuble en kit, édition et commercialisation de meubles produits en Asie.

Le chiffre d'affaires 2011 de l'activité revêtement de sol est en augmentation. L'offre 2011 a été plus complète que celle de 2010 et en plus il y a eu un effet prix. Certains nouveaux marchés ont pu être gagnés à des prix intégrant en partie les hausses matières.. Cette branche d'activité se repositionne pour apporter un « plus produit » et ainsi faire face à la concurrence sévère des producteurs de panneaux qui ont tous des unités de production de revêtement de sol stratifié. Parmi les actions menées, il y a eu un renforcement de la diversité de l'offre pour coller aux besoins plus segmentés des clients et en particulier le développement du négoce d'accessoires liés au revêtement de sol. Le produit finish foil est en croissance sur un marché qui existe, malheureusement celui des premiers prix. Les produits haut-de-gamme ont leur marché mais leurs prix en limitent les possibilités d'extension. Au niveau de l'exportation, le cours du US \$ a annihilé toute marge de manœuvre. Le chiffre d'affaires et les volumes mis sur le marché par EPI sont légèrement supérieurs en 2011 à ceux de 2010.

L'activité et le chiffre d'affaires concernant le meuble en kit et négoce ont aussi connu une croissance directement liée aux produits. Les sites de production sont à présent organisés sur la base de productions pour des clients ou famille de clients. L'apport des produits importés d'Asie permet de proposer des concepts, des ensembles cohérents et non plus exclusivement un meuble assurant une fonction.

2. Description des facteurs clés extérieurs ayant une influence sensible sur l'activité

Pour la branche d'activité revêtement de sol, rappelons que la Russie était considérée comme un pays potentiellement très intéressant. L'économie russe avait subi un ralentissement en 2010 suite à la grave sécheresse de l'été tout en continuant de se remettre de la sévère récession de 2009. Une perspective positive s'ébauchait sur l'augmentation des prix de l'énergie (gaz et pétrole) dont la Russie est la plus grande nation exportatrice au monde. La filiale disposait des moyens techniques pour produire correctement. L'investissement a été au final plus important que prévu, mais fabriquer sur place est une des conditions à satisfaire pour détenir une part significative du marché. De plus, c'est un débouché pour les produits fabriqués par l'usine française. La maîtrise de l'approvisionnement en matières premières demeure la pierre d'achoppement de l'usine (cf supra).

Le revêtement de sol stratifié est devenu un produit mature et les capacités de production mondiales sont nettement supérieures à la demande. La qualité et la valeur ajoutée qu'apportaient à leurs clients les industriels positionnés comme EPI (acheteurs de panneaux et fabricants de revêtement de sol stratifié) ont été récupérées par ces mêmes fournisseurs de matières premières qui ont à présent des unités de production de revêtement de sol. Ces derniers bénéficient naturellement, d'une économie de frais de transports, du fait de la suppression d'un intermédiaire dans la chaîne de distribution. Un industriel allemand s'est même exclusivement spécialisé dans le revêtement de sol stratifié sur un site intégré qui part du bois pour arriver au produit livré au client final.

Une voie existe néanmoins pour les producteurs dynamiques, créatifs en mesure d'apporter un niveau de service adapté, ce qui fait la force et les atouts d'EPI. Le développement de prestations complémentaires est une voie qui a permis à EPI Flooring de maintenir son rang sur le marché national.

Pour la branche d'activité meubles en kit, il est évident que le Groupe bénéficie d'un facteur extérieur favorable : la disparition de concurrents qui conduit les distributeurs à repositionner leurs besoins chez des fabricants solides. L'intérêt de cette activité est ainsi de pouvoir mettre en place des engagements réciproques (clients/fournisseurs) sur des périodes plus longues qu'un exercice social. Notre partenariat avec le leader mondial devrait permettre de consolider cette pratique. L'intégration de l'activité négoce de HAUTECOEUR au sein d'ALSAPAN a permis de faire évoluer le modèle économique, de répondre plus efficacement à la demande des clients mais n'a pas encore atteint le niveau de performance visé du fait de la conjoncture.

3. Opérations et évènements importants de l'exercice

Le groupe a subi au cours de cet exercice des augmentations très importantes des prix de ses matières premières qui n'ont pas pu être répercutées immédiatement sur les prix de vente, ce qui a conduit à une diminution significative de la marge brute.

Pour la partie meuble, l'usine d'Erstein a été perturbée en début d'exercice par une mise à niveau d'une de ses 2 principales lignes de production. Pendant un quadrimestre la production a été limitée en quantité, les réglages ont engendré beaucoup de rebuts. De plus la réaffectation des clients traditionnels par site de production a également eu des conséquences sur les performances des sites hors Alsace.

L'activité de l'usine Russe n'est toujours pas satisfaisante et rien ne permet d'envisager une amélioration significative à court terme. La direction du groupe s'est donné jusqu'à fin juillet 2012 pour arbitrer l'avenir de cette filiale.

4. Résultats du groupe

Les comptes consolidés de notre Groupe font apparaître un chiffre d'affaires de 213.612 K€ en augmentation de 14,57% et un résultat net de 1.943 K€ contre 3.034 K€ pour l'exercice précédent. (L. 233-16, D. 148). Les bilans et comptes complets figurent en Annexe 3. Nous vous demanderons d'approuver ces comptes. (L. 225-100)

Les résultats consolidés sont présentés selon le référentiel comptable IFRS et résumés dans le tableau suivant :

En K€	2011	2010	2009	2008	2007
Chiffre d'affaires	213.612	186.453	196.431	235.293	240.185
Résultat opérationnel courant	- 1.352	6.523	12.003	5.600	8.429
Résultat opérationnel	- 1.459	3.214	10.508	4.759	8.245
Coût de l'endettement financier net	150	- 1.018	1.260	3.134	1.233
Résultat net	1.943	3.034	5.754	380	4.568
Part du groupe	1.943	3.034	5.754	380	3.639
Intérêts minoritaires	0	0	0	0	929

La ventilation par secteur d'activité est la suivante :

2011	HOLDING	MEUBLE	RDS	Intercos	Total
Chiffre d'affaires	3.516	136.095	79.745	-5.744	213.612
Résultat opérationnel courant	23	- 720	- 1.286	631	- 1.352
Résultat opérationnel	165	- 1.130	232	- 726	- 1.459
2010					
Chiffre d'affaires	2.401	117.608	70.472	-4.028	186.453
Résultat opérationnel courant	231	5.353	937	2	6.523
Résultat opérationnel	- 1.966	6.240	- 315	- 745	3.214
2009					
Chiffre d'affaires	1.757	123.182	73.995	- 2.503	196.431
Résultat opérationnel courant		7.826	4.177	0	12.003
Résultat opérationnel		7.450	3.058	0	10.508

5. Répartition géographique des exportations

Les exportations du Groupe représentent globalement 43% du chiffre d'affaires. Pour l'activité revêtement de sol ce sont 32% qui sont exportés alors que pour la partie meuble et négoce ce sont 49%.

Pour l'activité meuble ce sont quasi exclusivement les pays d'Europe de l'Ouest qui ont été destinataires des exportations.

La croissance de la part exportation au niveau du meuble est due au principal client du groupe.

6. Commentaires sur l'activité globale du Groupe au cours de l'exercice écoulé

Les résultats 2011 sont en retrait sur 2010 avec une baisse significative de la rentabilité et une augmentation du chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires du revêtement de sol a augmenté de 13% et celui du meuble de 16%. Ces augmentations n'ont toutefois pas été suffisantes pour conserver les niveaux de marge brute dégagés en 2010. Les autres postes de frais ont été maîtrisés. L'effet retard pour l'application des augmentations des prix de vente est à l'origine en partie de cette chute de la rentabilité. Les usines alsaciennes du groupe ont eu une activité normale par rapport à leur capacité alors que les autres usines de meubles ont connu des temps de sous activité tout comme la Russie.

7. Evolution prévisible des filiales du Groupe

L'année 2012 est attendue comme encore difficile pour le premier trimestre et pour l'ensemble des filiales du Groupe. Les entreprises doivent néanmoins améliorer leur rentabilité (tassement des prix d'achat des matières premières et augmentation des prix de vente acceptée par la clientèle).Le groupe envisage une évolution différente de sa filiale Russe qui n'est pas en mesure de pouvoir atteindre un volume d'activité suffisant car elle continue à souffrir d'un manque de matières. Une cession du site et des moyens de production pourra être envisagée si d'ici fin juin 2012 le groupe n'a pas réussi à résoudre définitivement ce problème d'approvisionnement à un coût en rapport avec les prix de marché des produits finis.

8. Evénement importants intervenus depuis la date de clôture

Cf même § page 4

9. Activités en matière de recherche et développement du Groupe

Toutes les entreprises du Groupe sont sensibilisées et convaincues que seules des innovations, une créativité soutenue, et une attention permanente à l'évolution de tous les paramètres des métiers permettront de saisir les opportunités et développer le portefeuille de l'offre.

Chaque unité dans le meuble et le négoce dispose d'un bureau d'études, fait appel à des designers, assure une veille technologique sur l'évolution des matériaux.

Pour l'activité revêtement de sol, l'équipe R&D travaille sur les composants du produit, les moyens de les assembler et sur le process de production.

Pour l'activité meuble, les travaux ont concerné tant les process de production, la recherche de matières et composants alternatifs, que les moyens d'assemblage des pièces entre elles, que les emballages et conditionnements.

Les dépenses du Groupe pour la recherche et développement ont atteint 3.478K€ en 2011.

Nature	Revêtement de sol			Pièces de meubles et meubles en kit		
	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Personnel	566	532	539	1.167	943	814
Amortissement	204	86	45	251	208	231
Frais généraux	455	438	432	835	757	657
Total	1.225	1.056	1.016	2.253	1.908	1.702

Ces dépenses de recherche, qui visent la recherche de nouveaux matériaux, de nouveaux procédés de fabrication et la protection juridique des nouveaux produits, sont intégralement comptabilisées en charge au compte de résultat.

10. Degré d'exposition des sociétés du Groupe aux risques du marché (L.225-100)

Les différentes entreprises du Groupe sont exposées dans des conditions différentes aux risques du marché. Voir annexe 3 -Etats financiers consolidés- note 35.

11. Trésorerie et capitaux

Flux de trésorerie

K€	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Marge brute d'autofinancement	6.732	15.271	15.861
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	- 3.804	- 1.322	23.928
Flux de Trésorerie généré par l'activité	2.928	13.949	39.789
Flux de Trésorerie lié aux investissements	- 3.423	- 4.595	- 60.746
Flux de Trésorerie lié aux opérations de financement	- 30.380	- 11.309	6.120
Impact de la variation des taux de change	2	12	-36
Variation de trésorerie	- 30.873	- 1.943	-14.873
Dettes financières à long terme	18.217	26.960	38.161
Dettes financières à court terme	44.636	34.915	35.034
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- 32.245	- 63.118	- 8.957
Valeurs Mobilières de Placement classées en Autres Actifs Financiers selon IAS7	- 20	- 131	- 56.251
Endettement financier net	30.588	- 1.374	7.987
Capitaux Propres	51.522	81.028	77.652
Endettement financier net / Capitaux Propres	0,59	- 0,02	0,10

Cf. **risque de liquidité** (annexe 3 - note 35.4.1.) pour les éléments concernant l'évolution du fonds de roulement.

Conditions d'emprunts et structure de financement

La répartition globale des emprunts bancaires par taux est la suivante :

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Total en taux fixe	4.732	5.488	5.446	5.953
Total en taux variable (Euribor)	54.351	52.015	42.834	54.459
TOTAL	59.083	57.503	48.280	60.412

Par convention, le Groupe s'est engagé à respecter des ratios de solvabilité et de fonds propres. Les ratios utilisés sont du type 'endettement net consolidé / fonds propres consolidés' et 'endettement net consolidé / EBITDA consolidé'. Le Groupe n'anticipe pas de difficultés à les respecter pour l'avenir.

A fin décembre 2011, les covenants concernent la société EPI pour un montant de 15.948 K€ (23.921 K€ à fin 2010), relativement à l'emprunt obligataire de 39.992 K€ de nominal. Ils concernent également le crédit revolving de 20.000 K€ (10.580 K€ pour EPI Flooring & 9.420 K€ pour ALSAPAN au 31/12/2011).

. Les ratios sont les suivant :

	Valeur plafond	2011	2010	2009
Résultat opérationnel		- 1.459	3.214	10.508
Dotation aux amortissements		7.322	7.869	8.035
Dotation aux provisions		- 1.805	2.345	1.069
EBITDA consolidé		4.058	13.428	19.612
Fonds propres consolidés (voir Note 15.3)		51.522	81.028	77.652
Endettement net consolidé (voir Note 15.3)		30.588	- 1.374	7.987
Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	4,0	7,54	- 0,10	0,41
Endettement net consolidé / Fonds propres consolidés	1,5	0,59	- 0,02	0,10

Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements de la société

En 2008 le Groupe a optimisé et rationalisé sa structure de financement en remontant au niveau d'EPI, société mère, la majeure partie de ses financements bancaires, l'ensemble de ses dettes financières (hors crédit-bail et dettes souscrites par Locofi), à hauteur de 46 M€. A cette fin et pour répondre à cet objectif d'optimisation ainsi qu'aux besoins d'investissements et de financement du développement des activités tels que décrit ci-dessous, la société a émis avec succès un emprunt obligataire, assorti de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'un montant de 40 M€ ainsi qu'une facilité de crédit confirmé de 20 M€ destinée plus particulièrement aux éventuels besoins complémentaires du Groupe.

Cette opération d'emprunt obligataire (OBSAAR) a fait l'objet de, et est décrite dans la Note d'Opération déposée et enregistrée le 17 janvier 2008 avec le Document de Référence sous le numéro R.08-001 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Le BFR du Groupe EPI s'est légèrement amélioré en 2011 :

Il s'établit au 31/12/2011 à 43,1M€, ce qui représente 20% du chiffre d'affaires du Groupe sur la période, contre 21% l'année précédente. Il se décompose de la manière suivante :

- Stocks :	27,6 M€	(12,9% du chiffre d'affaires 2011 du Groupe)
- Clients :	36,3 M€	(17,0% du chiffre d'affaires 2011 du Groupe)
- Fournisseurs :	10,9 M€	(5,1% du chiffre d'affaires 2011 du Groupe)
- Autres débiteurs :	6,9 M€	(3,2% du chiffre d'affaires 2011 du Groupe)
- Autres créditeurs :	16,8 M€	(7,9% du chiffre d'affaires 2011 du Groupe)

Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur

Dans le cadre de contrats de crédit, le Groupe EPI s'est engagé à respecter des ratios de solvabilité et de fonds propres. Il n'anticipe pas de difficultés à les respecter pour l'avenir. Le Groupe ne fait donc pas état de restriction ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, ses opérations. Il existe cependant un risque potentiel de liquidité en cas de non-respect de covenants (cf. Note 32.1). La société considère ne pas être en risque de liquidité à ce titre, compte tenu de l'accord des banques de ne pas demander le remboursement anticipé du crédit revolving et ce, malgré un ratio d'endettement net / EBITDA en dépassement à la clôture. Il en est de même pour l'emprunt obligataire, soumis aux mêmes ratios, l'assemblée des porteurs d'obligations ne s'étant pas réunie à la date d'arrêté des comptes.

Nantissements, garanties et sûretés

Le tableau suivant présente l'ensemble des bénéficiaires des nantissements de titres des sociétés du groupe :

Bénéficiaire	Montant au 31/12/2011	Montant au 31/12/2010	Montant au 31/12/2009	Titres donnés en garantie
Crédit Agricole	0	160	480	EPI
Banque Populaire	0	200	600	EPI
Banque Populaire	35	47	58	SCI MERKEL
Société Générale	0	160	480	EPI
LCL	15.690	22.044	29.788	ALSAPAN
Crédit Revolving	20.000	20.000	20.000	ALSAPAN & EPI FLOORING
TOTAL	35.725	42.611	51.406	

La présentation faite dans le présent rapport, y compris son Annexe 3 notamment sous la note 32, n'omet pas l'existence d'un engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

12. Conséquences sociales de l'activité

- La ventilation du personnel salarié du Groupe consolidé

Au 31 décembre 2011, elle se présente comme suit :

SOCIETES	31/12/2011				31/12/2010
	Cadres	Employés	Ouvriers	Total	Total
EPI FLOORING	32	31	95	158	156
ALSAPAN	34	67	480	581	567
EPI VOSTOK	3	9	16	28	26
DGS	0	7	0	7	8
SELFLOOR	0	0	0	0	1
TOTAL	69	114	591	774	758

- Charges de personnel

En K€	2011	2010
Salaires	19.826	18.328
Intéressement	0	482
Participation	0	1.088
Charges sociales	8.696	8.238
Provision IFC	407	267
Total	28.929	28.403

- Droit individuel à la formation

Suivant la loi du 4 Mai 2004, le droit individuel à la formation (DIF) acquis au 7 mai 2011, par les salariés du Groupe ayant au moins un an d'ancienneté à cette date, représente 79.462 heures. Toutes les heures demandées par les salariés ont été acceptées et les coûts correspondant figurent au compte de résultat ; seules 32 heures depuis l'origine du DIF ont fait l'objet d'un refus de l'entreprise. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes.

▪ La situation de l'emploi au 31/12/2011 :

- Effectif : 774
- Embauche de l'année en contrats à durée déterminée : 35
- Embauche de l'année en contrats à durée indéterminée : 28
- Durant l'exercice 2011, 37 salariés ont quitté les entreprises du groupe EPI.
- Les accords d'entreprise prévoient une modulation des horaires sur l'année (civile pour EPI Flooring, du 1^{er} mars au 28 février pour La Courtine, du 1^{er} avril au 31 mars pour ALSAPAN Alsace et Boulay).
- Le recours à l'intérim a porté en 2011 sur un volume de 121.942 heures. Ce sont presque exclusivement des postes en production qui ont été concernés, pour des remplacements de salariés absents et pour du surcroît d'activité temporaire.

▪ L'organisation du travail

- Salariés travaillant en équipe et horaires : base de 35 heures par semaine chez EPI Flooring et ALSAPAN La Courtine, 36,16 heures pour ALSAPAN Alsace et Boulay.
- Salariés travaillant de journée et mensualisés : base de 35 heures par semaine, 40 heures pour certains.
- Salariés travaillant en équipe : poste de 8 heures, certaines semaines à 5 postes ;
- Le travail est organisé en général du lundi au vendredi en 3 équipes de 8 heures.
- Absentéisme : le taux d'absentéisme est de 5,24 % sur l'année, en tenant compte des collaborateurs en absence pour longue durée et en maternité. Les absences pour congés parentaux ne sont pas prises en compte. Motifs de l'absentéisme : la majorité des absences est liée à des arrêts maladie.

▪ Les rémunérations et charges de personnel (hors DGS et EPI Vostok)

- Le montant des rémunérations brutes en 2011 a été de 19.230 K€
- Le montant des charges sociales patronales en 2011 a été de 8.190 K€
- L'application des dispositions du titre IV du livre IV du Code du Travail a été respectée.
- En 2011, les résultats non pas permis de verser ni de la participation ni de l'intéressement.
- Les salariés bénéficient d'un compte épargne temps
- L'entreprise respecte l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

▪ Les relations professionnelles et le bilan des accords collectifs

Les accords collectifs concernent :

- *L'aménagement du temps de travail*
- *La négociation annuelle des salaires*
- *L'accord d'intéressement*
- *L'accord de participation aux bénéfices*
- *L'accord sur l'emploi des seniors*
- *L'accord sur l'égalité hommes-femmes*
- *L'accord sur les équipes de suppléance*

▪ Les conditions d'hygiène et de sécurité

- Les CHSCT se sont réunis régulièrement tous les trimestres
- L'évaluation des risques a été produite dans les délais imposés par le législateur

▪ La formation

Le budget formation utilisé en 2011 a été de 174.636 €. Les plans de formation 2011 ont été présentés à partir mois de novembre 2010 aux comités d'entreprise.

▪ L'emploi et l'insertion des travailleurs handicapés

46 salariés comptant comme travailleurs handicapés dont 19 ont la reconnaissance CDAPH sont inclus dans les effectifs du groupe.

GROUPE EPI

▪ Les œuvres sociales

La participation de l'entreprise aux œuvres sociales gérées par le comité d'entreprise correspond au taux légal.

▪ L'impact territorial des activités en matière d'emploi et de développement régional

Le groupe EPI est un employeur important au niveau local, deuxième employeur de Marlenheim, mais dans un périmètre de 30 kilomètres autour des usines alsaciennes, il y a plus de 40 établissements qui ont des effectifs plus importants. Le groupe compte au 31/12/2011 458 emplois en Alsace, 144 en Lorraine, 137 en Limousin (Creuse) et 35 à l'étranger principalement Hong Kong (7) et Russie (28).

▪ Relations entretenues par le groupe

- Le groupe EPI se montre attentif au travail des associations d'insertion, ainsi au cours de l'exercice, le groupe EPI a pu maintenir en poste les salariés ayant bénéficié de ce type d'appui. Le recrutement des travailleurs handicapés a été facilité par l'intervention de telles structures dédiées.
- Le groupe EPI n'a pas eu d'échanges avec les associations de défense de l'environnement. Ses activités ne génèrent pas de désordre environnemental.
- Le groupe EPI n'a pas de contacts avec les associations de consommateurs.
- Ses produits ne sont pas distribués en direct au client utilisateur.
- Avec les populations riveraines, le groupe EPI prend en compte les remarques faites par les riverains des différents sites et traite les problèmes qui peuvent se poser au cas par cas. Actuellement un riverain a manifesté son mécontentement concernant le bruit (cf. Risques juridiques – Note 35.5). Néanmoins, il y a lieu de traiter certaines zones car tous les points de mesure ne sont pas satisfaisants.

▪ L'importance de la sous-traitance

Le groupe EPI fait appel à de la sous-traitance de technicité essentiellement pour des travaux de maintenance de ses installations. Ces sous-traitants sont des entreprises européennes principalement françaises, allemandes, autrichiennes et italiennes. Le groupe EPI n'a quasiment pas fait appel à la sous-traitance de capacité pour ses productions au cours de l'exercice 2011.

▪ Accidents du travail

Comme pour toute activité industrielle, le groupe EPI a déploré un certain nombre d'accidents du travail. Le groupe EPI fait tous les efforts nécessaires pour les éviter et les minimiser et dispense une formation sécurité à tout nouvel embauché. Des actions sont mises en place : formation incendie, sensibilisation aux risques métiers, formation secouriste...etc.

En 2011, pour un effectif de 774 personnes au 31 décembre : 95 accidents du travail, aucun mortel. Parmi ces accidents, 65 ont donné lieu à un arrêt de travail dont 60 de plus de trois jours ; nombre total de jours d'arrêt : 2903.

13. Conséquences environnementales de l'activité

▪ Ressources

Le groupe EPI suit très précisément ses consommations d'eau et d'énergie et les met en rapport avec ses productions. Le programme de management de la qualité inclut des objectifs de réduction de consommation.

Les rejets à gérer par le groupe EPI concernent l'air et plus particulièrement les fumées. Des campagnes de mesure sont faites régulièrement pour vérifier que les différents paramètres ne dépassent pas les limites fixées. Quand un dépassement est constaté un programme d'actions, visant à retrouver le paramètre de la norme, est déclenché.

Pour les nuisances sonores, des campagnes de mesure sont faites régulièrement pour s'assurer que les différents paramètres ne dépassent pas les limites fixées. Un programme d'investissement visant à limiter les dépassements est envisagé.

Les déchets de bois sont en très grande majorité recyclés chez les producteurs de panneaux. Les autres déchets, issus du tri, sont collectés par des sociétés spécialisées. Une partie des poussières et sciures sont recyclées en

GROUPE EPI

interne et utilisées pour produire de la chaleur pour le chauffage des usines et bureaux, le renouvellement des chaudières a été engagé pour des équipements plus performants et conformes aux normes en vigueur.

- Dans le cadre de l'amélioration du bilan carbone

Le groupe EPI développe l'optimisation des sur-mesure des panneaux et des papiers (gains sur les matières premières).

Arrêt systématique des machines, des aspirations, de l'air comprimé hors temps de production (gain d'énergie)

Mise en place de covoiturage (gain en émission de CO2)

Economies de papier pour photocopies et imprimantes (impression systématique en N&B et recto verso)

Economie de papier en production (saisie informatique sur poste de travail)

Un cabinet extérieur a produit un bilan carbone qui permet de dégager les postes d'actions que le groupe met en oeuvre.

- Equilibre biologique, milieux naturels, espèces animales et végétales protégées

L'activité ne nécessite pas de prendre des mesures pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique, aux milieux naturels, aux espèces animales et végétales protégées.

- Démarches d'évaluation ou de certification entreprises en matière d'environnement

Pour des raisons principalement liées au rapport entre le coût et l'intérêt affiché par la clientèle de disposer du label ISO 14000, le groupe a décidé de poursuivre son programme d'action d'assurance environnementale sans pour autant tenter d'obtenir le certificat délivré par un organisme habilité.

Le programme d'action environnementale déployé par le groupe concerne autant les consommations d'énergie, les consommations de matières premières que les actions de protection visant à prévenir les risques environnementaux et leurs conséquences.

Le groupe EPI est également certifiée PEFC (norme visant à garantir le reboisement des forêts utilisées). Le groupe EPI s'est aussi engagé dans la mise à jour de son bilan carbone.

- Dispositions législatives et réglementaires

Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité de la société aux dispositions législatives et réglementaires applicables en cette matière :

- Le groupe EPI respecte globalement les engagements prescrits à ses établissements de production, des actions restent à conduire pour y satisfaire à 100%.

- Quand un problème surgit, tout est mis en oeuvre pour qu'il soit traité rapidement en intégrant les conséquences économiques.

- Dépenses engagées

Les dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité du groupe sur l'environnement ont été de l'ordre de 400 K€ en 2011 et devraient être d'un montant supérieur dans le futur.

- Gestion de l'environnement

Les responsables qualité sont également responsables du système d'assurance environnemental et doivent fournir tous les mois les indicateurs concernés.

Tout nouvel embauché bénéficie d'une formation qui inclut un module concernant l'environnement. Au moins une fois par an, chaque salarié est invité à participer à une formation qui traite de la qualité, de la sécurité et de l'environnement.

Tant pour les indicateurs qualité, sécurité, qu'environnement, les salariés sont destinataires des informations utiles et nécessaires à la tenue de leur poste et au progrès permanent.

- Provisions et garanties

Le groupe EPI n'a pas constitué de provisions et garanties pour risques en matière d'environnement.

GROUPE EPI

- Indemnités versées suite à une décision judiciaire

Aucune indemnité n'a été réclamée et/ou versée au cours des 3 derniers exercices et jusqu'à la date du présent document, en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement.

- Objectifs environnementaux du Groupe

Le groupe EPI assigne à toutes ses filiales des objectifs environnementaux.

La grande distribution est très attentive au respect de ces conditions environnementales comme du respect des normes d'emploi des salariés dans les pays où Alsapan s'approvisionne. Ces deux aspects sont suivis très précisément par les interlocuteurs des fournisseurs du Groupe.

ANNEXE 3

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES IFRS

au 31 décembre 2011

ETAT DE SITUATION FINANCIERE

ACTIFS	K€	31/12/2011	31/12/2010	Réf. Note
ACTIFS NON COURANTS				
Goodwill		4.519	4.519	Note 4 & 8
Immobilisations incorporelles		2.216	2.507	Note 4 & 8
Immobilisations corporelles		44.919	48.336	Note 5, 6 & 8
Immeubles de placement		238	235	Note 7
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence		0	0	
Autres actifs financiers		348	454	Note 9
Impôts différés		317	655	Note 10
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		52.557	56.706	
ACTIFS COURANTS				
Stocks		27.648	25.068	Note 11
Clients		36.439	34.885	Note 12 & 23
Autres débiteurs		7.178	7.819	Note 13
Trésorerie & Equivalents trésorerie		32.245	63.118	Note 14
Actifs destinés à être cédés		480	530	
TOTAL ACTIFS COURANTS		103.990	131.420	
TOTAL DES ACTIFS		156.547	188.126	
CAPITAUX PROPRES				
Capital émis & réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère		49.581	77.994	Note 15
Résultat de l'exercice		1.943	3.034	
Intérêts minoritaires		- 2	0	
TOTAL CAPITAUX PROPRES		51.522	81.028	
PASSIFS NON COURANTS				
Emprunts portant intérêts		18.217	26.960	Note 16
Provision pour pensions & avantages assimilés		2.086	1.679	Note 17
Autres provisions		2.321	2.370	Note 18
Impôts différés		5.276	7.978	Note 19
Autres dettes		0	0	
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		27.900	38.987	
PASSIFS COURANTS				
Fournisseurs		11.185	9.941	Note 23
Part à court terme des emprunts portant intérêts		44.636	34.915	Note 16
Passif d'impôt exigible		0	80	
Autres créditeurs		16.915	18.318	Note 20
Autres provisions		4.389	4.857	Note 21
Autres passifs financiers		0	0	
Passifs destinés à être cédés		0	0	
TOTAL PASSIFS COURANTS		77.125	68.111	
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		156.547	188.126	

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

K€	31/12/2011		31/12/2010		Réf. Note
Chiffre d'affaires	213.612		186.453		
Autres produits de l'activité	349		2.490		
Total produits	213.961	100,00%	188.943	100,00%	
Achats consommés	145.052		114.652		
Charges du personnel	28.929		28.403		Note 29
Charges externes	31.292		29.075		
Impôts et taxes	1.792		2.900		
Dotations aux amortissements	7.322		7.869		
Variation de stocks produits finis & en cours de production	- 1.109		- 2.320		
Autres charges d'exploitation	2.035		1.841		
Résultat opérationnel courant	- 1.352	- 0,63%	6.523	3,45%	
Autres produits opérationnels	1.726		5.586		Note 25
Autres charges opérationnelles	1.833		8.895		Note 25
Résultat opérationnel	- 1.459	- 0,68%	3.214	1,70%	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1.180		2.931		Note 26
Coût de l'endettement financier brut	1.330		1.913		Note 26
Coût de l'endettement financier net	150	0,07%	- 1.018	- 0,54%	
Autres produits financiers	788		1.020		Note 27
Autres charges financières	563		933		Note 27
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0		0		
Charge d'impôts	- 3.327		1.285		Note 28
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	1.943	0,91%	3.034	1,61%	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	0		0		
Résultat net consolidé	1.943	0,91%	3.034	1,61%	
Autres éléments du résultat global					
Ecarts de conversion	104		41		Note 2.2
Ecarts de change sur investissement net en Russie	- 196		301		Note 2.3.6
Charge d'impôt sur les autres éléments du résultat global	0		0		
Total des autres éléments du résultat global	- 92		342		
Résultat global	1.851	0,87%	3.376	1,79%	
Résultat net consolidé attribuable :	1.943		3.034		
Aux propriétaires de la société mère	1.943		3.034		
Aux intérêts minoritaires	0		0		
Résultat de base par action €	0,73		0,93		Note 24
Résultat dilué par action €	0,73		0,60		Note 24
Résultat global attribuable :	1.851		3.376		
Aux propriétaires de la société mère	1.851		3.376		
Aux intérêts minoritaires	0		0		

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

K€	Renvoi	Capital	Primes	Réserves et résultats groupe	Réserves de conversion	Capitaux propres part de groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres IFRS au 31/12/2009		6.499	12.080	59.722	- 649	77.652	0	77.652
Résultat net consolidé	(1)			3.034		3.034	0	3.034
Ecarts de conversion	Note 2.2				41	41	0	41
Ecarts de change sur investissement net en Russie	Note 2.3.6				301	301	0	301
Sous total des autres éléments du résultat global	(2)				342	342	0	342
Résultat global	(1)+(2)			3.034	342	3.376	0	3.376
Variation de périmètre				0		0	0	0
Dividendes				0		0	0	0
Capitaux propres IFRS au 31/12/2010		6.499	12.080	62.756	- 307	81.028	0	81.028
Résultat net consolidé	(1)			1.943		1.943	0	1.943
Ecarts de conversion	Note 2.2				104	104	0	104
Ecarts de change sur investissement net en Russie	Note 2.3.6				- 196	- 196	0	- 196
Sous total des autres éléments du résultat global	(2)			0	- 92	- 92	0	- 92
Résultat global	(1)+(2)			1.943	- 92	1.851	0	1.851
Variation de périmètre				2		2	- 2	0
Dividendes				0		0	0	0
Rachat d'actions propres & annulation		- 1.203		- 11.430		- 12.633		- 12.633
Rachat des BSAAR & annulation				- 18.724		- 18.724		- 18.724
Capitaux propres IFRS au 31/12/2011		5.296	12.080	34.547	- 399	51.524	- 2	51.522

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

K€	31/12/2011	31/12/2010
<i>Flux de trésorerie liés à l'activité</i>		
Résultat net des sociétés intégrées	1.943	3.034
Amortissements et provisions (hors dépréciation des actifs circulants)	6.555	10.816
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie	- 1.766	1.421
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	6.732	15.271
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>		
Stocks (Note 11)	- 2.580	- 2.793
Créances clients (Notes 12 & 20)	- 1.710	4.796
Fournisseurs et comptes rattachés	1.435	2.066
Impôt sur le résultat payé	1.469	- 3.220
Autres variations du BFR	- 2.418	- 2.176
Impact du changement de périmètre sur la variation du BFR	0	5
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	2.928	13.949
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</i>		
Acquisition d'immobilisations corporelles (Notes 4 & 5)	- 4.504	- 6.077
Produit de cession d'immobilisations corporelles	1.024	1.132
Acquisition d'immobilisations financières (Note 9)	0	0
Cession d'immobilisations financières (Note 9)	57	351
Impact du changement de périmètre sur la variation des opérations d'investissement	0	- 1
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	- 3.423	- 4.595
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</i>		
Rachat d'actions propres	- 12.633	0
Rachat des BSAAR	- 17.375	0
Nouveaux emprunts	11.000	0
Remboursements d'emprunts et dettes financières diverses (Note 16)	- 11.312	- 12.667
Variation des lignes de crédit (Note 16)	- 60	1.347
Dividendes versés aux actionnaires	0	0
Impact du changement de périmètre sur la variation des opérations de financement	0	11
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	- 30.380	-11.309
Variation de trésorerie	- 30.875	- 1.955
Impact des variations des taux de change	2	12
Trésorerie active à l'ouverture (Note 14)	63.118	8.957
Impact du changement de périmètre sur la variation de trésorerie	0	- 9
Reclassement Actifs non-courants de trésorerie en trésorerie	0	56.113
Trésorerie active à la clôture (Note 14)	32.245	63.118

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers du Groupe Epi sont préparés en application des normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Note 1_	Généralités	page	40
Note 2_	Référentiel comptable	page	40
Note 3_	Périmètre de consolidation	page	43
Note 4_	Immobilisations incorporelles	page	45
Note 5_	Immobilisations corporelles	page	45
Note 6_	Contrats de location financement	page	46
Note 7_	Immeuble de placement	page	47
Note 8_	Tests de valeur des actifs	page	48
Note 9_	Autres actifs financiers	page	50
Note 10_	Actifs d'impôts différés	page	50
Note 11_	Stocks	page	51
Note 12_	Créances Clients	page	51
Note 13_	Autres débiteurs	page	51
Note 14_	Trésorerie et équivalents de trésorerie	page	51
Note 15_	Capitaux propres	page	52
Note 16_	Emprunts	page	54
Note 17_	Provisions pour pensions et avantages assimilés	page	55
Note 18_	Autres provisions non courantes	page	56
Note 19_	Passifs d'impôts différés	page	57
Note 20_	Autres créditeurs	page	57
Note 21_	Autres provisions courantes	page	57
Note 22_	Créances & dettes libellées en devises étrangères	page	58
Note 23_	Actifs et passifs financiers impayés	page	58
Note 24_	Résultat par action	page	59
Note 25_	Autres produits et charges opérationnels	page	59
Note 26_	Coût de l'endettement financier net	page	59
Note 27_	Autres produits et charges financiers	page	60
Note 28_	Charges d'impôt	page	60
Note 29_	Informations sociales	page	61
Note 30_	Frais de recherche	page	62
Note 31_	Instruments financiers et produits dérivés	page	62
Note 32_	Engagements hors bilan	page	63
Note 33_	Transactions avec les parties liées	page	65
Note 34_	Secteurs opérationnels	page	67
Note 35_	Analyse des risques	page	71
Note 36_	Ventilation des instruments financiers	page	76
Note 37_	Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice	page	78

Note 1 – Généralités & déclaration de conformité

Epi SA a été créée le 19 mars 1993. Elle a la forme de société anonyme de droit français à Directoire et Conseil de Surveillance. Son siège social est situé 1, rue de l'Europe, 67521 Marlenheim Cedex.

Le Groupe EPI produit et commercialise des revêtements de sol mélaminés (RDS) et des pièces ou des meubles en kit à base de panneaux mélaminés ou enrobés.

Les états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2011 établis en milliers d'euros reflètent la situation comptable d'Epi SA et de ses filiales. Ils ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne, et ont été arrêtés par le Directoire le 30/03/2012. Ils seront soumis à l'approbation de la prochaine assemblée générale qui se tiendra le 18/06/2012.

Note 2 – Référentiel comptable

Pour la première application des IFRS, les options suivantes ont été retenues conformément à la norme IFRS 1 :

EXEMPTIONS	Appliquée	Non appliquée	N.A.
Regroupement d'entreprise	OUI		
Juste valeur utilisée comme coût présumé			X
Avantage au personnel			X
Ecarts cumulés de change	OUI		
Instruments financiers composés			X
Décalages dans l'application des IFRS entre sociétés du Groupe			X
Classification des instruments financiers	OUI		
Païement en actions			X
Contrats d'assurance			X
Coûts de démantèlement			X

Il est à noter qu'il n'y a pas d'éléments qui s'opposent au principe de continuité de l'exploitation, en cette période de crise à la fois financière et économique.

2.1. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers sont présentés en K€ sauf indications contraires. Ils sont préparés sur la base du coût historique ou à la juste valeur.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants. Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Dans le respect d'IAS1R, les dotations aux provisions sont ventilées depuis 2010 selon la nature des charges, supprimant ainsi la ligne 'Dotation aux provisions' du compte de résultat

2.2. Principes de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des filiales, EPI FLOORING, SELFLOOR, ALSAPAN, HAUTECOEUR Paris Espana, DGS , EPI VOSTOK , LOCOFI et les SCI LA CHAPELLE WENDELIN et MERKEL.

GROUPE EPI

Les comptes d'actifs et passifs de la société étrangère DGS, dont la comptabilité est tenue en US\$, ont été convertis selon la méthode du cours de clôture, soit 1,2939 au 31/12/2011. Pour la société EPI VOSTOK qui est tenue en RUB, le cours de clôture au 31/12/2011 est de 41,7650.

Dans le respect d'IAS 21.40, le compte de résultat de DGS a été converti selon un cours moyen de 1,40002 et celui d'EPI VOSTOK à un cours de 41,03869. Les cours de change n'ont pas trop varié et la variation est non significative au regard de l'ensemble des comptes du Groupe. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées de même que les résultats internes au Groupe (plus values, dividendes etc ...).

Les Goodwill sont constitués de la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et l'évaluation totale des actifs, des passifs identifiés, et des passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition.

Conformément à l'IFRS3, ils ne sont plus amortis depuis le 01/01/2004.

2.3. Méthodes et règles d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts dans l'hypothèse du principe de continuité d'exploitation.

Les comptes annuels des sociétés consolidées sont arrêtés conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation retenus pour le Groupe. Ils sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

L'établissement des comptes consolidés implique l'utilisation d'estimations et d'hypothèses ayant une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif. Ces estimations sont établies, sur la base d'une continuité d'exploitation, en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou si de nouvelles informations venaient modifier ou compléter celles-ci. Les résultats effectifs futurs peuvent être différents de ces estimations. Les principales estimations effectuées par la Direction lors de l'établissement des états financiers portent sur :

- Les hypothèses retenues pour l'évaluation de certaines provisions : Provisions pour litiges (cf. Notes 18 & 21), et départ en retraite (cf. Note 17).
- Les hypothèses retenues pour la constatation des impôts différés, (cf. Notes 10 & 19).
- L'appréciation des durées d'utilisation de certaines immobilisations corporelles (cf. Note 5).
- Les hypothèses et estimations utilisées pour la mise en œuvre des tests de dépréciation annuels sur les goodwill et autres actifs incorporels (cf. Note 8).
- L'estimation de la juste valeur des contrats d'échange de taux (cf. Note 31).

La nature et le montant de ces estimations sont présentés dans les notes détaillées des rubriques comptables correspondantes.

2.3.1 Retraitement des contrats de location-financement

Les biens immobiliers et mobiliers dont le Groupe supporte les risques et bénéficie des avantages par contrat de crédit-bail ou location financière sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt. En conséquence, les postes d'immobilisations corporelles ont reçu les montants financés à l'origine par un organisme de crédit-bail ou de location financière en contrepartie d'un « emprunt » inscrit au passif. Ces immobilisations sont amorties selon leur durée réelle d'utilisation. Les annuités de crédit-bail ou location financière sont éliminées et remplacées :

- par une dotation normale aux amortissements correspondant aux immobilisations concernées.
- par une charge financière relative à l'emprunt issu du retraitement des opérations de crédit-bail et de location financière.

2.3.2 Actifs immobilisés

Conformément à la norme IAS16, "Immobilisations corporelles" et à la norme IAS38 "Immobilisations incorporelles", seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS36, "Dépréciation d'actifs", lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles dont la durée d'utilisation est définie, celles-

GROUPE EPI

ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à la valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Se reporter à la Note 8 'tests de valeur des actifs'.

Pour les goodwill dont la durée de vie n'est pas définie, le même test de dépréciation est réalisé chaque année. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée) ; pour les goodwill, la dépréciation constatée est irréversible.

La valeur des goodwill déterminée en normes françaises n'a pas été modifiée en IFRS s'agissant exclusivement de goodwill apparus à l'occasion d'opérations antérieures à la date de transition. En effet, conformément à l'exemption prévue par IFRS1 sur la norme IFRS3 relative au retraitement rétrospectif des regroupements d'entreprises, les valeurs attribuées en principes français aux actifs et passifs des sociétés acquises n'ont pas été remises en cause.

Les immobilisations représentatives de fonds de commerce en normes françaises ne répondant plus à la définition d'une immobilisation incorporelle, sont maintenant assimilées aux goodwill. Les normes IFRS imposent de ne plus amortir les goodwill.

Avant le 1er janvier 2004, ils étaient amortis linéairement sur une durée de 5 ou 10 ans selon les segments.

Comme indiqué ci-dessus, des tests de dépréciation sont mis en place, conformément à IAS36, au minimum une fois par an (généralement en fin d'année) au niveau des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill a été affecté lors de l'acquisition.

La méthodologie est explicitée dans la Note 8 'tests de valeur des actifs'.

Pour les autres immobilisations incorporelles et corporelles, se reporter aux Notes 4 et 5.

2.3.3. Impôts différés :

L'impôt différé est comptabilisé en résultat sur les bases des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leurs bases fiscales. Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont évalués au taux d'imposition dont l'application est attendue. En outre, le montant de cet impôt est, le cas échéant, influencé par la variation de la créance ou de la dette que provoque le changement du taux d'impôt sur les sociétés d'une année sur l'autre (méthode du report variable).

2.3.4 Nouvelles normes et interprétations :

- Les normes et interprétations obligatoires au 31/12/2011 dont l'application est sans effets dans les comptes du Groupe sont : Amendement IAS32 – Classement des émissions de droits ; Amendements IFRIC14 – Paiement d'avance dans le cadre d'une exigence de financement minimal ; IFRIC19 – Extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres.

- les normes et interprétations dont l'application est possible mais pas obligatoire, ne sont pas appliquées par le Groupe. Au 31/12/2011, il s'agit de l'amendement IFRS7 – Instruments financiers : Informations à fournir concernant les transferts d'actifs financiers.

- l'application obligatoire d'IAS24R – Informations relatives aux parties liées, a conduit le groupe à revoir le contenu de la Note 33 'Transactions avec les parties liées'.

- Enfin, les effets des améliorations annuelles apportées aux normes applicables pour la première fois au 01/01/2011 sont pris en compte et n'ont pas d'impact significatif sur les comptes de l'exercice écoulé.

2.3.5 Changements de méthodes comptables :

Aucun changement de méthodes comptables n'est intervenu en 2011, à l'exception de l'application des nouvelles normes.

GROUPE EPI

2.3.6 Investissement net à long terme en Russie :

La maison mère du Groupe a financé sous forme de prêts à long terme en \$ et en €, l'implantation de sa filiale détenue à 100% en Russie. Dans la mesure où le remboursement de la dette n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, l'IAS21.15 relative aux effets des variations des cours des monnaies étrangères est applicable. Nous avons ainsi retraité dans les autres éléments du résultat globalement la part des écarts de changes afférant à l'investissement à long terme, soit - 301 K€ en 2010 et + 196 K€ au titre de 2011.

2.3.7 C.E.T.

La taxe professionnelle a été remplacée au 01/01/2010, par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T) qui se décompose en :

- Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières.
- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Le Groupe a conclu que ce changement fiscal consistait essentiellement en une modification des modalités de calcul de l'impôt local français, sans en changer globalement la nature. En effet la CET est calculée sur des bases qui ne répondent pas à la définition d'un résultat imposable au sens de l'IAS12. Ainsi, le Groupe considère qu'il n'y a pas lieu d'appliquer à la CVAE comme à la CFE un traitement comptable différent de celui de la taxe professionnelle. Ces deux nouvelles contributions sont donc classées en charges opérationnelles, comme l'était la taxe professionnelle.

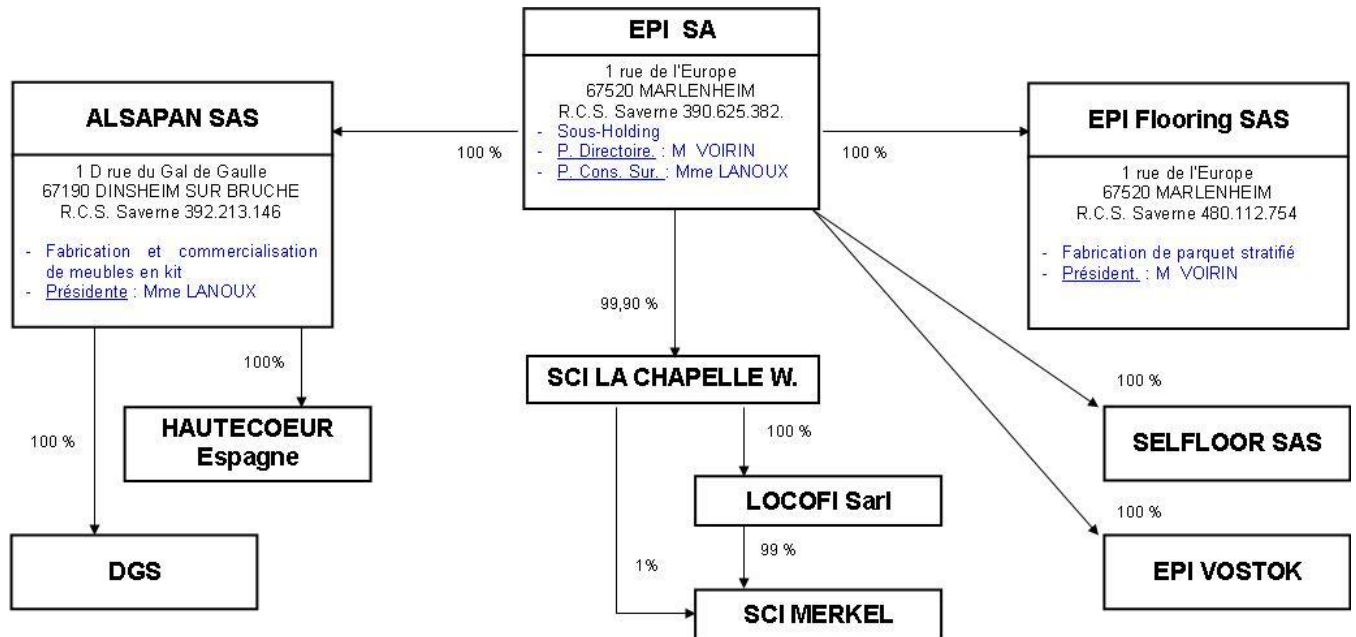
Note 3 - Périmètre de consolidation

Les filiales et participations placées sous le contrôle direct ou indirect de la société mère ou sur lesquelles cette dernière exerce une influence notable sont retenues dans le périmètre de consolidation.

Les variations de périmètre en 2010, concernent les sorties de FLOORIAN et FINALAM, sociétés dissoutes. Par ailleurs, HAUTECOEUR a fait l'objet d'une fusion avec ALSAPAN et les parts de la SCI Wendelin ont été remontées dans la HOLDING EPI SA, à l'exception d'une part cédée à STRUB SA. Enfin EPI SA a apporté son activité revêtement de sol à EPI FLOORING, filiale précédemment en sommeil. Aucune variation notable de périmètre n'est intervenue en 2011. Le tableau ci-dessous retrace les informations sur le périmètre de consolidation et les méthodes d'intégration :

Entreprise détenue	Siège	N° SIREN	Intérêt groupe	Contrôle (%)	Méthode de Consolidation
EPI SA	Marlenheim (67)	390 625 382	100,00 %	100,00 %	IG
EPI FLOORING	Marlenheim (67)	480.112.754	100,00%	100,00%	IG
ALSAPAN	Dinsheim s/Bruche (67)	392 213 146	100,00 %	100,00 %	IG
SELFLOOR	Marlenheim (67)	443 600 754	100,00 %	100,00 %	IG
DGS	Hong - Kong		100,00 %	100,00 %	IG
HAUTECOEUR Paris-Espana	Madrid (E)		100,00 %	100,00 %	IG
LOCOFI	Dinsheim s/Bruche (67)	479 851 388	99,90 %	100,00 %	IG
EPI VOSTOK	Noginsk (Russie)		100,00 %	100,00 %	IG
SCI LA CHAPELLE	Dinsheim s/Bruche (67)	491 975 918	99,90 %	100,00 %	IG
WENDELIN					
SCI MERKEL	Dinsheim s/Bruche(67)	378 743 140	99,90 %	100,00 %	IG

3.1. Organigramme du Groupe



Note 4 - Immobilisations incorporelles

4.1. Goodwill

Au 31/12/2011, le montant net figurant à l'actif du bilan s'élève à 4.519 K€

	31/12/2011			31/12/2010		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
ALSAPAN	4.431	0	4.431	4.431	0	4.431
SCI MERKEL	88	0	88	88	0	88
TOTAL	4.519	0	4.519	4.519	0	4.519

Des tests de valeur ont été effectués au 31/12/2011. Les critères retenus, sont décrits dans les Notes 2 et 8. Ces tests n'ont pas révélé le besoin de constater de dépréciation au 31/12/2011.

4.2. Autres immobilisations incorporelles

Elles sont principalement composées de logiciels qui sont amortis selon leur durée d'utilité estimée à 10 ans, de brevets dont la durée d'utilité est de 5 ans et de droits de marques non amortissables à partir de 2005.

Des tests de valeur ont été effectués au 31/12/2011. Les critères retenus, sont décrits dans les Notes 2 et 8. Ces tests n'ont pas révélé le besoin de constater de dépréciation au 31/12/2011.

	31/12/2011			31/12/2010		
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	Brut	Amortissements & dépréciations	Net
Concessions, brevets, licences	4.043	2.161	1.882	4.156	1.983	2.173
Autres	441	107	334	441	107	334
TOTAL	4.484	2.268	2.216	4.597	2.090	2.507

Les mouvements relatifs à la variation des valeurs brutes de l'exercice sont les suivants :

	31/12/2011		31/12/2010	
	Augmentations	Diminutions	Augmentations	Diminutions
Concessions, brevets, licences	176	289	240	24
Autres	0	0	5	5
TOTAL	176	289	245	29

Note 5 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût historique d'acquisition, augmenté de frais accessoires, pour un montant de 99.585 K€. Conformément à la réglementation comptable, les escomptes sont déduits directement de la valeur brute des immobilisations.

GROUPE EPI

Les amortissements figurent au bilan pour un montant de 54.666 K€. Ils sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité des biens.

POSTES	DUREE	MODE
Agencement terrains	25 ans	Linéaire
Constructions	10 à 45 ans	Linéaire
A.A.I des constructions	10 à 30 ans	Linéaire
Agencement aménagement divers	10 à 15 ans	Linéaire
Installations techniques	10 à 20ans	Linéaire
Matériel de transport	5 à 12 ans	Linéaire
Matériel informatique	5 à 15 ans	Linéaire
Mobilier	15 ans	Linéaire

Des tests de valeur ont été effectués au 31/12/2011. Les critères retenus, sont décrits dans les Notes 2 et 8. Ces tests n'ont pas révélé le besoin de constater de dépréciation au 31/12/2011, autre que celle constatée sur EPI VOSTOK pour 1.505 K€ (cf. Note 8).

	31/12/2011			31/12/2010		
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	Brut	Amortissements & dépréciations	Net
Terrains	3.042	225	2.817	3.687	278	3.409
Constructions	33.523	15.196	18.327	33.294	13.751	19.543
Installations techniques	58.629	37.838	20.791	56.302	33.961	22.341
Autres	3.540	1.327	2.213	3.563	1.452	2.111
En cours	851	80	771	1.154	222	932
TOTAL	99.585	54.666	44.919	98.000	49.664	48.336

Les mouvements relatifs à la variation des valeurs brutes de l'exercice sont les suivants :

	31/12/2011		31/12/2010	
	Augmentations	Diminutions	Augmentations	Diminutions
Terrains	0	645	0	50
Constructions	688	459	149	938
Installations techniques	3.312	985	5.395	5.708
Autres	577	600	605	104
En cours	922	1.225	856	1.173
TOTAL	5.499	3.914	7.005	7.973

L'augmentation de la valeur brute est principalement due aux mises en service de matériels industriels chez Alsapan pour 3.059 K€. Les causes principales de diminution, sont des cessions et mises au rebut chez ALSAPAN pour 751 K€.

Note 6 - Contrats de location financement

Conformément à l'IAS17, les montants des biens inscrits dans les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement se décompose comme suit :

	31/12/2011			31/12/2010		
	Brut	Amortissement	Net	Brut	Amortissement	Net
Terrains & constructions	19.767	8.379	11.388	19.767	7.380	12.387
Installations techniques	13.959	11.070	2.889	13.959	9.986	3.973
TOTAL	33.726	19.449	14.277	33.726	17.366	16.360

Le total des loyers restant dus, leur valeur actualisée ainsi que leur échéancier se décomposent comme suit :

Total loyers	Au 31/12/2011		Au 31/12/2010	
	Loyers dus	Loyers Actualisés	Loyers dus	Loyers Actualisés
Terrains & constructions	7.002	6.506	8.730	7.976
Installations techniques	3.002	2.831	4.042	3.780
TOTAL	10.004	9.337	12.772	11.756

Echéancier loyers dus	Loyers dus au 31/12/2011			Loyers dus au 31/12/2010		
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Terrains & constructions	1.523	5.084	395	1.679	6.138	913
Installations techniques	807	2.195	0	1.040	3.002	0
TOTAL	2.330	7.279	395	2.719	9.140	913

Echéancier loyers actualisés	Loyers actualisés au 31/12/2011			Loyers actualisés au 31/12/2010		
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Terrains & constructions	1.504	4.672	330	1.644	5.570	762
Installations techniques	797	2.034	0	1.027	2.753	0
TOTAL	2.301	6.706	330	2.671	8.323	762

Le taux d'actualisation des loyers est de 3,36%, (TMO, taux moyen des obligations au second semestre 2011) ; il était de 3,17% au 31/12/2010.

Note 7 – Immeuble de placement

La SCI La ChapelleWendelin a acquis une maison d'habitation pour un montant de 238 K€. Sa vocation est de louer cet immeuble à un tiers. Conformément à l'IAS40, ce bien, classé en immeuble de placement, n'est pas amorti, et est évalué à la juste valeur par résultat.

Note 8 – Tests de valeur des actifs

8.1 Goodwill

Lors de l'acquisition de titres de sociétés, le coût d'acquisition des titres est affecté aux actifs, aux passifs acquis et aux passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, évalués à leur juste valeur. L'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs, des passifs, et des passifs éventuels identifiables représente le goodwill. Il est inscrit à l'actif du bilan consolidé. Si cet écart est négatif, il est inscrit immédiatement en résultat.

Les goodwill sont comptabilisés à leur coût initial diminué, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur, conformément à IFRS3 et IAS36, « Dépréciation d'actifs ».

Les goodwill ne sont pas amortis, ils font l'objet de tests de dépréciation réalisés annuellement ou dès lors que des événements ou des circonstances indiquent qu'ils ont pu se déprécier de manière durable.

8.2 Suivi de la valeur des immobilisations

La valeur d'utilité est déterminée selon la méthode des flux financiers futurs attendus et actualisés de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) ou du regroupement d'UGT à laquelle se rattache l'immobilisation testée. Les flux de trésorerie prévisionnels sont fondés sur des prévisions d'exploitation raisonnablement envisageables. Ils sont estimés dans le cadre de la continuité de l'activité. Le Business Plan est établi et entériné par le directoire sur une période de cinq ans. La valeur terminale est basée sur l'extrapolation d'un exercice normatif. Le taux d'actualisation est déterminé à partir du coût moyen pondéré du capital tenant compte d'un flux financier après impôt. Le taux d'actualisation de la valeur terminale tient également compte du taux de croissance normatif de l'UGT, qui est compris entre 2% (EPI FLOORING & EPI HOLDING) et 3% (ALSAPAN).

Pour le coût du capital, le taux sans risque est de 3,162% (TEC10), le coefficient Béta de 1,14 (selon l'expert en évaluation) et le risque marché de 14% (selon l'expert en évaluation). Le coût du capital ressort à 15,52%. Pour le coût de la dette, le taux brut constaté dans le groupe est de 2,54% soit 1,69% après impôts. La structure de financement retenue dans le modèle est celle des comptes du groupe soit 45% capitaux propres et 55% endettement. Le WACC ressort à 7,92%. Il est retenu pour l'ensemble des UGT. Les marchés étant matures et relativement stables, il n'y a pas à prendre en compte de majoration du taux d'actualisation pour le calcul de la valeur terminale, partant du principe que le risque lié à la conjoncture économique est déjà pris en compte dans les taux retenus.

La valeur de marché des actifs immobiliers et matériels industriels, a été déterminée par un expert qui a effectué ses évaluations en se rendant sur les sites au cours du quatrième trimestre 2008. L'évaluation a été faite selon la méthode du 'CRNA' : coût de remplacement net d'amortissements. En l'absence d'indices de perte de valeur, ces valeurs ont été reconduites en 2011.

Les UGT correspondent à des regroupements d'actifs générant des flux de trésorerie indépendant des flux générés par les autres UGT. Les UGT définies dans le Groupe sont les suivantes:

Pour l'activité « Revêtement de sol » :

- EPI FLOORING,
- EPI VOSTOK.

Pour l'activité « Meubles » :

- ALSAPAN, HAUTECOEUR Espagne et DGS.

Pour l'activité « Holding » :

- EPI HOLDING et la SCI MERKEL.

GROUPE EPI

Conformément à l'IAS36, les tests de valeurs sont effectués au minimum une fois par an ou lorsque l'on détecte un indice de perte de valeur. Les seuls indices détectés sont la lenteur du démarrage de l'activité commerciale d'EPI Vostok et les difficultés d'approvisionnement en matières premières, ce qui avait conduit le Directoire à revoir son business plan. Compte tenu de l'effet de change et des amortissements pratiqués, la valeur nette des actifs immobilisés d'EPI Vostok de 3.205 K€ a été ramenée après dépréciation de 1.505 K€ à 1.700K€ au 31/12/2011, soit au niveau de la juste valeur nette de frais de cession ; valeur de 1.700 K€, déjà retenu dans les comptes consolidés au 31/12/2010. Par expérience en matière de cession d'actifs mobiliers sur le marché international, au travers des ventes des presses et chaînes de fabrication de parquet de SELFLOOR sur les sites de Saint Florentin et Tonnerre la juste valeur « net vendeur » des matériels d'exploitation de EPI VOSTOK est estimée à 200 K€. L'expertise menée par le Président du Directoire, fixe la juste valeur « net vendeur » de l'immobilier de EPI VOSTOK à 1.500 K€.

Les tests de dépréciation effectués au titre de l'exercice 2011 ont abouti à la conclusion qu'aucun des actifs incorporels ou corporels affectés à l'une des UGT définies ci-dessus ne nécessitait la constatation d'une dépréciation autre que celle constatée pour EPI VOSTOK. L'analyse de sensibilité montre par ailleurs que l'augmentation d'un point du WACC a un impact négatif sur la valeur d'utilité de 24.044 K€.

ACTIFS	EPI FLOORING	EPI VOSTOK	TOTAL RDS	Meuble : ALSAPAN , Hauteceur Espagne, DGS	Holding : EPI Holding, SCI MERKEL	Actifs & Passifs Non Alloués	TOTAL Consolidé
ACTIFS NON COURANTS							
Goodwill	0	0	0	4.431	88	0	4.519
Immobilisations incorporelles	578	0	578	1.638	0	0	2.216
Terrains	600	0	600	1.520	697	0	2.817
Constructions	3.494	1.500	4.994	12.234	1.099	0	18.327
Matériel industriel	2.996	200	3.196	17.600	- 5	0	20.791
Autres immobilisations corporelles	223	0	223	1.909	81	0	2.213
Immobilisations en cours	239	0	239	168	364	0	771
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	8.130	1.700	9.830	39.500	2.324	0	51.654

Constructions valeur d'expert	7.920	1.500	9.420	14.738	3.720		27.878
matériels industriels valeur d'expert	5.592	200	5.792	21.605	0		27.397
Juste Valeur Nette des Frais de Cession	13.512	1.700	15.212	36.343	3.720		55.275
Valeur d'Utilité	67.058	0	67.058	77.719	2.326		147.103
Valeur Actuelle	67.058	1.700	68.758	77.719	3.720		150.197
Provision pour dépréciation	0	0	0	0	0		0
Valeur d'Utilité sensibilité à une augmentation de 1% du WACC	57.093	0	57.093	63.991	1.975		123.059

Note 9 – Autres actifs financiers

Les valeurs nettes sont présentées dans le tableau suivant :

	31/12/2011	31/12/2010
Créances rattachées à des participations non consolidées	9	0
Fonds de garantie, dépôts et cautionnements	274	272
VMP (compte bloqué) (1) (2)	0	111
Prêts	41	49
Autres titres immobilisés	4	2
PHOENIX (1) (3)	20	20
TOTAL	348	454

Les valeurs mobilières de placement présentées en autres actifs financiers (1), sont celles qui ne répondent pas aux 4 critères de l'IAS7 (cf. Note N° 14). L'évaluation au dernier jour du marché est de 20 K€, identique à la valeur comptable nette. (2) : Ce compte est bloqué car il est représentatif d'une caution donnée à l'administration fiscale suite à une demande de correction d'assiette de taxe professionnelle pour le site de Boulay.

(3) : Suite à la défaillance de l'organisme PHOENIX Kapitaldienst, une provision de 1.972 K€ avait été constituée en 2004. Cette provision a été maintenue au 31/12/2011, car le risque de non recouvrement subsiste.

Note 10 - Actifs d'impôts différés

Ils se décomposent comme suit :

	31/12/2011	31/12/2010
Organic	115	132
IFC	695	724
Participation	0	382
Immobilisations	405	565
SWAPs de taux	113	270
Retraitement des crédits baux	308	593
Change	0	127
Déficit fiscal 2011 du groupe d'intégration fiscale	223	0
Autres	- 38	33
Compensation des actifs et des passifs d'impôts différés	- 1.504	- 2.171
Total	317	655

En France, le groupe fiscalement intégré (EPI, EPI Flooring, Alsapan & Selfloor) dégage une perte fiscale de 670 K€ en 2011. Compte tenu d'un business plan favorable dès 2012, l'impôt correspondant au taux de 33,33%, soit 223 K€ a été activé dans les comptes au 31/12/2011.

Compte tenu d'un historique de pertes récentes, il n'est pas constaté d'impôt différé sur les déficits reportables des filiales étrangères. L'utilisation de ces déficits n'est pas limitée dans le temps. Les déficits fiscaux concernent les pertes fiscales cumulées au 31/12/2011 de Hautecoeur Espagne pour 224 K€ et EPI VOSTOK pour un montant de 2.893 K€. L'impôt différé correspondant serait pour Hautecoeur Espagne au taux de 30% de 67 K€ et pour EPI Vostok au taux de 20% de 579 K€

Les impôts différés actifs et passifs ont été compensés entité par entité. L'impact figure sur la ligne 'compensation des actifs et passifs d'impôts différés', cf. Note 19.

GROUPE EPI

Note 11 - Stocks

Les matières premières et consommables sont valorisés au coût d'achat moyen pondéré. Le coût d'entrée en stock tient compte des rabais, remises, ristournes ainsi que de l'escompte obtenu sur les règlements.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. L'éventuel coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, et répartis de la façon suivante :

	31/12/2011			31/12/2010		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Matières premières	8.966	276	8.690	7.909	1.004	6.905
En cours de production	3.350	89	3.261	3.292	62	3.230
Produits intermédiaires & finis	13.302	744	12.558	12.080	530	11.550
Marchandises	3.448	309	3.139	3.799	416	3.383
TOTAUX	29.066	1.418	27.648	27.080	2.012	25.068

Note 12 - Créances clients

Les créances sont évaluées au coût amorti. Les créances libellées en devises ont été converties au taux de clôture. Les provisions pour dépréciation des créances sont évaluées individuellement en fonction du risque encouru de non-recouvrement. Des créances clients sont données en garantie des tirages du crédit revolving (cf. Note 35.4.1).

31/12/2011			31/12/2010		
Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
37.205	766	36.439	36.945	2.060	34.885

Note 13 – Autres débiteurs

	31/12/2011	31/12/2010
Avances et acomptes sur commandes	286	476
Fournisseurs	1.041	914
Personnel et comptes rattachés	33	35
Etat	5.210	5.676
Divers	49	0
Charges constatées d'avance	559	718
TOTAUX	7.178	7.819

Note 14 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont composés de sicav et de contrats de capitalisation. Ils respectent les 4 critères d'IAS7 , à savoir :

- placement à court terme
- placement très liquide
- placement facilement convertible en un montant connu de trésorerie
- placement soumis à un risque négligeable de changement de valeur

GROUPE EPI

L'évaluation au dernier jour de marché de 28.568 K€ est identique à la valeur comptable nette. Le risque de liquidité et la répartition de la trésorerie sont décrits Note 35.4.1

	31/12/2011	31/12/2010
Sicav monétaires	1.331	2.528
CIC – CM Gestion 365 3D	317	25
BP – Alsace CT	21	17
LCL – Monétaire L	668	2.486
LCL – Monétaire C	325	0
Contrats de capitalisation (*)	27.237	59.011
Dépôts à terme (**)	0	0
Disponibilités	3.677	1.579
TOTAL	32.245	63.118

(*) dont le dénouement prévu est à moins d'un an à la date de clôture des comptes.

(**) dont l'échéance est à moins de trois mois à la date d'acquisition.

Note 15 – Capitaux propres

15.1. Capital social

Au 31/12./2011, le capital social est de 5.295.764 €. Il est constitué de 2.647.882 actions, de même catégorie et d'une valeur nominale de 2 € chacune. Il est entièrement libéré et la société ne détient, directement, ou indirectement, aucun de ses propres titres.

La répartition du capital social est la suivante :

Actionnaires	31.12.2011 nombre d'actions	2011 % capital	2011 droits de vote	31.12.2010 nombre d'actions	2010 % capital	2010 droits de vote	31.12.09 nombre d'actions	2009 % capital	2009 droits de vote
STRUB SA	1.752.978	66,20	66,20	1.899.076	58,44	58,44	1.869.871	57,54	57,54
Ulrich ZIEROLD	1			1			1		
Ulrich ZIEROLD GmbH & Co KG	478.493	18,07	18,07	478.493	14,73	14,73	478.493	14,73	14,73
MELAPLAST Verwaltungs GmbH	309.365	11,69	11,69	309.365	9,52	9,52	309.365	9,52	9,52
Gérard VOIRIN	41.872	1,58	1,58	41.872	1,29	1,29	41.872	1,29	1,29
David BASKEYFIELD	10.135	0,38	0,38	10.135	0,31	0,31	10.135	0,31	0,31
Divers nominatif	2			146			146		
Public	55.036	2,08	2,08	510.366	15,71	15,71	539.571	16,61	16,61
TOTAL	2.647.882	100 %	100 %	3.249.454	100 %	100 %	3.249.454	100 %	100 %

GROUPE EPI

Le capital de la société STRUB SA est lui-même détenu à hauteur de 50% par la succession de Monsieur Jean-Jacques Strub, décédé accidentellement le 23 avril 2010 et à hauteur de 50% par Madame Marie-Elisabeth Lanoux, président du conseil de surveillance, et ses enfants. La société STRUB SA a été créée en 1998 par la famille Strub. Elle exerce principalement une activité de holding. Son chiffre d'affaires 2011 est de 2,2 millions d'euros.

En 2008, EPI a lancé une émission de 79.984 obligations à bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (« OBSAAR ») d'une valeur nominale unitaire de 500 euros. Cette opération a été entièrement souscrite pour un montant total de 39,992 millions d'euros. Un rachat anticipé de 248 obligations est intervenu en Août 2008 à la demande d'un souscripteur.

Les OBSAAR ont été souscrites à hauteur de 99,7% par un pool de banques composé de Fortis Banque Luxembourg, de la Banque de l'Economie du Commerce et de la Monétique, du LCL, du Crédit Agricole Alsace Vosges et du CIC et pour le solde par le public.

En prenant en compte les OBSAAR souscrites par les actionnaires d'EPI ainsi que les BSAAR cédés aux actionnaires par les Etablissements Bancaires qui ne souhaitent pas conserver les BSAAR attachés aux OBSAAR souscrites (23 BSAAR par Obligation), la répartition des 1.839.632 BSAAR a été faite de la manière suivante :

- 85,8 % ont été acquis par les actionnaires de référence d'EPI,
- 11,4 % par les managers du Groupe,
- 2,8 % par le public via demandes d'OBSAAR ou de BSAAR seul.

Le groupe a lancé fin juin 2011, une offre publique d'achat simplifiée (OPAS), accompagnée d'une offre publique de rachat d'actions (OPRA), au prix unitaire de 21,00€ ; ces offres ont permis de racheter 601.572 actions. Ces actions ont été annulées, traduisant une diminution de capital de 1.203.144€ (601.572 actions au nominal de 2€), et une diminution des réserves de 11.429.868€ (601.572 actions pour la différence de prix, soit 19,00€).

Dans le même temps, le groupe a lancé une offre publique d'achat simplifiée (OPAS) des BSAAR. Elle a permis le rachat de l'intégralité des bons, soit 1.839.632 BSAAR rachetés à 9,30€, prix de l'offre. Ces rachats se traduisent par une diminution de réserves de 17.108.578€.

15.2. Réserves

Avant affectation du résultat, l'ensemble des réserves part du groupe, se décompose comme suit :

	31/12/2011	31/12/2010
Primes liées au capital	12.080	12.080
Réserve d'écart de conversion	- 399	- 307
Autres réserves	32.604	59.722
TOTAL	44.285	71.495

Il n'a pas été prévu de distribuer des dividendes

15.3. Information sur la gestion des capitaux propres

Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit ajuster le montant des dividendes distribués aux actionnaires, soit procéder à des rachats d'actions, soit émettre de nouvelles actions, soit émettre des titres donnant accès au capital.

GROUPE EPI

Les programmes de rachat d'actions peuvent avoir pour objectif :

- la mise en oeuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la société mère du Groupe ;
- l'attribution ou la cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en oeuvre de tout plan d'épargne d'entreprise ;
- l'attribution gratuite d'actions ;
- l'annulation de tout ou partie des titres rachetés ;
- l'animation du marché secondaire de l'action par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ;
- la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- la réalisation d'opérations d'achats, ventes ou transferts par tous moyens par un prestataire de services d'investissement, notamment dans le cadre de transactions hors marché ;
- ou tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur.

Le Groupe n'est soumis à aucune exigence sur ses capitaux propres imposée par des tiers.

Le ratio d'endettement, correspondant à la dette financière nette sur le total des capitaux propres, est un indicateur financier utilisé par le management pour mesurer l'endettement net global de la société et gérer ses capitaux propres, des covenants concernant des crédits y font référence.

Les capitaux propres incluent les Capitaux Propres Part du Groupe et les Intérêts Minoritaires tels que présentés au bilan. Le tableau de variation des capitaux propres consolidés est présenté dans les états financiers en page 3.

La dette financière nette est définie comme la somme de la dette financière à court terme et de la dette financière à long terme, diminuée du montant de la 'Trésorerie & Equivalents Trésorerie', et des valeurs mobilières de placement classées en 'Autres Actifs Financiers' selon IAS7. L'évolution de ce ratio est la suivante :

Ratio d'endettement K€	31/12/2011	31/12/2010
Dettes financières à long terme	18.217	26.960
Dettes financières à court terme	44.636	34.915
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- 32.245	-63.118
Valeurs Mobilières de Placement classées en Autres Actifs Financiers selon IAS7 (Note 9)	- 20	- 131
Endettement financier net	30.588	- 1.374
Capitaux Propres	51.522	81.028
Endettement financier net / Capitaux Propres	0,59	- 0,02

La valeur maximale du ratio à ne pas dépasser a été fixée à 1,50 (cf. Note 32 § covenants).

Note 16 – Emprunts

Tous les emprunts sont en euros. L'échéancier des emprunts se résume comme suit :

	31/12/2011			31/12/2010		
	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total
Part à long terme des emprunts portant intérêts :						
Auprès d'établissements de crédit	15.838	574	16.412	23.984	1.258	25.242
Divers	1.805	0	1.805	1.718	0	1.718
Total	17.643	574	18.217	25.702	1.258	26.960

GROUPE EPI

Part à court terme des emprunts portant intérêts :	31/12/2011	31/12/2010
Auprès d'établissements de crédit	44.067	33.892
Divers	569	1.023
Total	44.636	34.915

Certaines dettes présentes dans cette note comportent des garanties (cf Note 32).

La répartition des emprunts par taux est la suivante :

	31/12/2011	31/12/2010
Total en taux fixe	4.732	5.488
Total en taux variable (Euribor)	54.351	52.015
TOTAL	59.083	57.503

A titre indicatif, pour 2010 et 2011, le taux variable moyen est respectivement de 0,93 % et 1,67% et le taux fixe moyen de 3,30 %. Dans l'hypothèse où l'Euribor augmenterait de 1%, l'impact sur le compte de résultat serait, sur un exercice complet, de 544K€.

La composante dette de l'emprunt 'OBSAAR' d'un montant de 15.690 K€ figure dans les emprunts ci-dessus. Cet emprunt de nominal 39.992 K€ conclu le 15/02/2008 pour une durée de cinq ans, est amortissable par 1/5^{ème} le 15/02 de chaque année. Sa rémunération est variable en référence à l'EURIBOR 3 mois diminué de 0,87 point.

Au 31/12/2011, la maturité des emprunts selon leurs natures est la suivante :

Nature	Total	Echu à - d'1 an	Echu entre 1 et 5 ans	Echu à + de 5 ans
Emprunt Obligataire *	15.690	7.745	7.945	0
Autres emprunts bancaires	12.536	11.311	1.030	195
Lignes de crédit (CMCC *& découverts)	22.935	22.935	0	0
Location Financement	9.318	2.077	6.862	379
Autres Emprunts non-bancaires	2.374	568	1.806	0
TOTAL	62.853	44.636	17.643	574

* Les dettes relatives au crédit revolving (20.000 K€), sont en principe exigibles à la clôture, du fait du dépassement d'un des ratios financiers (cf. Note 32.1), mais demeurent présentées en fonction de leurs échéances, compte tenu de l'accord des banques de ne pas en demander le remboursement anticipé. Il en est de même pour l'emprunt obligataire (15.690 K€), l'assemblée des porteurs d'obligations ne s'étant pas réunie à la date d'arrêté des comptes.

Note 17 – Provision pour pensions et avantages assimilés

Les indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2011 ont été calculées, pour l'ensemble du personnel du Groupe, selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un taux de rendement à 3,64 %, la table de mortalité INSEE 2007, et comme hypothèse un départ à la retraite à 67 ans et une inflation à 2,50%

GROUPE EPI

Indemnités de Fin de Carrière	31/12/2011	31/12/2010
Actifs Financiers de couverture	0	0
Valeur début exercice		
Variation de périmètre		
Rendement des actifs		
Prestations payées		
Acquisitions / cessions		
Variation de change		
Valeur fin d'exercice	0	0
Provision au bilan		
Valeur actuelle des engagements couverts par des actifs	0	0
Juste valeur des actifs financiers	0	0
Valeur actuarielle des engagements non couverts par des actifs financiers	2.086	1.679
Gains/Pertes actuariels non encore reconnus		
Provision au bilan	2.086	1.679
Composantes de la charge annuelle		
Coût des services	127	110
Charge d'intérêt	35	43
Gains/Pertes actuariels reconnus dans l'année	251	114
Charge de l'exercice	413	267
Variation des provisions au bilan		
Provision début d'exercice	1.679	1.412
Changement de périmètre	0	0
Décaissement	- 6	0
Charge de l'exercice	413	267
Provision à la clôture de l'exercice	2.086	1.679
Hypothèses actuarielles retenues :		
Taux d'actualisation $T_a = ((1+Tr) / (1+Ti)) - 1$	1,11%	2,00%
Taux de rendement des actifs financiers réf. TEC25 (Tr)	3,64%	3,84%
Taux d'inflation (Ti)	2,50%	1,80%
Taux d'augmentation des salaires	2,00%	2,00%

Les écarts actuariels sont comptabilisés en résultat. La charge nette de l'exercice de 413 K€ se décompose en une dotation de 497 K€ et une reprise de 84 K€.

Sensibilité : une variation de 0,1 point d'inflation a un impact de 4% sur le montant global de la provision, soit environ 83 K€.

Note 18 – Autres provisions non courantes

Natures	31/12/2010	Dotation	Reprise Utilisée	Reprise Non Utilisée	31/12/2011
« Association Défense »	1.170	0	0	0	1.170
Litige voisinage	1.094	0	0	0	1.094
Subventions	106	0	49	0	57
Total provisions non courantes	2.370	0	49	0	2.321

La provision "Association Défense" s'inscrit dans la suite de celles constituées par Mr et Mme WABARTHA qui font valoir devant le TGI un préjudice personnel causé par Alsapan.

Note 19 - Passifs d'impôts différés

	31/12/2011	31/12/2010
Amortissement des immobilisations	4.056	5.138
Retraitement des crédits baux	2.396	1.807
Provision pour hausse des prix	0	583
Retraitement des frais d'émission d'OBSAAR	86	182
Retraitement titres & créances de participations (1)	236	2.244
IFC	0	146
Autres	6	49
Compensation des actifs et des passifs d'impôts différés	- 1.504	- 2.171
Total	5.276	7.978

Les impôts différés actifs et passifs ont été compensés entité par entité. L'impact figure sur la ligne 'compensation des actifs et passifs d'impôts différés', cf. Note 10.

(1) : L'impôt différé passif constaté en 2010 pour 1.979 K€ relatif à la neutralisation de la dépréciation de créance VOSTOK de 5.749 K€, a été repris en 2011, en raison de la persistance de résultats négatifs de la filiale. Aucune amélioration de la situation de la filiale, n'étant envisagée, l'économie d'impôt réalisée est considérée comme définitive.

Note 20 – Autres créditeurs

	31/12/2011	31/12/2010
Avances, acomptes reçus sur commandes	160	315
Dettes fiscales et sociales	7.644	9.416
Dettes sur immobilisations	117	428
Autres dettes	8.557	7.641
Produits constatés d'avance	437	518
Total	16.915	18.318

Note 21 – Autres provisions courantes

Natures	31/12/2010	Dotation	Reprise Utilisée	Reprise Non Utilisée	31/12/2011
Subventions	50	49	49	0	50
Litiges sociaux	332	265	25	122	450
Litiges clients	2.127	662	261	150	2.378
Litiges fournisseurs	989	435	971	18	435
Etat	331	325	67	114	475
Brevet	300	224	0	300	224
Papiers secs	174	0	50	22	102
Risque financier	463	0	36	243	184
Autres	91	0	0	0	91
Total provisions courantes	4.857	1.960	1.459	969	4.389

GROUPE EPI

- Les provisions pour litiges sociaux sont estimées sur la base des dossiers de réclamation.
- La provision 'litiges clients' se rapporte à notre obligation de garantie que nous avons auprès de nos clients. La provision 'Nacospan' de 1.350 K€ constituée en 2008 & 2009 a été maintenue, le litige étant pendant devant les tribunaux.
- La provision 'fournisseurs' reprend les notes de débit fournisseurs pour lesquelles les avoirs n'ont pas été reçus. La provision est constituée, d'une part, de la totalité des notes de débit de l'année précédente restant ouvertes et d'autre part, de celles de l'année, non régularisées par un avoir, proratisées selon un % défini statistiquement selon les données des années antérieures.
- La provision 'Etat' concerne des contrôles fiscaux non aboutis.
- La provision 'Brevet' concerne un procédé de fabrication utilisé par le groupe qui serait protégé.
- La provision 'risque financier' concerne le risque de taux sur des contrats de capitalisation en cas de liquidation anticipée.

Note 22 - Créances et dettes libellées en devises étrangères

Les actifs immobilisés et circulants libellés en devises étrangères (quasi-exclusivement en RUR et US\$) figurent à l'actif pour un montant de 6.817 K€. Les dettes libellées en devises étrangères (RUR et US\$) figurent au passif pour un montant de 1.264 K€. Ces actifs et passifs ont été convertis au taux de clôture. Il n'y a pas de contrat de couverture du risque de change des dettes et créances en devises, ni de couverture sur l'investissement net à l'étranger. Un point de variation du taux de change \$ / € aurait un impact de - 2 K€ en résultat de la période et il serait de 58 K€ pour le Rouble.

Note 23 – Actifs et passifs financiers impayés

L'analyse de l'âge des actifs financiers non dépréciés et en retard de paiement, ne concerne que l'encours clients. De même l'analyse des échéances des passifs financiers ne concerne que le poste fournisseurs.

23.1. Encours clients

L'analyse a porté sur l'encours clients des principales sociétés du Groupe : EPI FLOORING, ALSAPAN, SELFLOOR et HAUTECOEUR Espagne. Il en ressort les informations suivantes :

	31/12/2011			31/12/2010
	Encours Brut	Dépréciation	Encours Net	Encours Net
Créances clients consolidées	37.205	766	36.439	34.885
Retard de paiements au 31/12/2011	6.112	417	5.695	5.333
Retard de paiements au 14/03/2012	3.507	417	3.090	3.075
Paiements entre 1 et 75 jours	2.605	0	2.605	2.258
Paiements entre 75 jours et 6 mois	3.090	0	3.090	3.075
Paiements à plus de 6 mois	417	417	0	0

23.2. Encours fournisseurs

L'analyse a porté sur l'encours fournisseurs des principales sociétés du Groupe : EPI FLOORING, ALSAPAN, SELFLOOR et HAUTECOEUR Espagne. Il en ressort les informations suivantes :

GROUPE EPI

Les dettes envers les fournisseurs de biens & services et les fournisseurs d'immobilisations échues et non soldées au 31/12/2011 se montent à 3.163 K€. Au 14/03/12 ces mêmes dettes sont de 652 K€.

Note 24 – Résultat par action

Le résultat par action est calculé conformément à la norme IAS33. Le capital de la société EPI est composé de 2.647.882 actions.

Résultat par action	31/12/2011		31/12/2010	
Résultat attribuable à l'entité mère	1.943		3.034	
Résultat opérationnel courant		- 1.352		6.523
Nombre d'actions constituant le capital(milliers)	2.648	2.648	3.249	3.249
Résultat par action €	0,73	- 0,51	0,93	2,01
Nombre d'actions retenu pour le résultat dilué *	2.648	2.648	5.089	5.089
Résultat dilué par action €	0,73	- 0,51	0,60	1,28

*Le nombre d'action pour le résultat dilué tient compte en 2010 des 1.840 mille BSAAR (cf. Note 15).

Note 25 – Autres produits et charges opérationnels

	31/12/2011	31/12/2010
Produits de cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles& financières	1.024	5.416
Provisions Dépréciations & risques / Filiale Russe	702	0
Autres produits opérationnels non-courants	0	170
Total autres produits opérationnels	1.726	5.586
Valeur comptables des immobilisations corporelles, incorporelles& financières cédées	1.683	5.495
Provision 'association défense'	0	170
Provisions Dépréciations & risques / Filiale Russe	150	3.230
Total autres charges opérationnelles	1.833	8.895

Note 26 – Coût de l'endettement financier net

	31/12/2011	31/12/2010
Revenus sur placements	965	2.910
Produit de cession de valeurs mobilières	215	21
Autres produits financiers	0	0
Produits de trésorerie et équivalents	1.180	2.931
Intérêts (*)	1.330	1.913
Charge nette / cession de VMP	0	0
Coût de l'endettement financier brut	1.330	1.913
Coût de l'endettement financier net	150	- 1.018

GROUPE EPI

(*) y compris les intérêts se rapportant aux retraitements des locations financements pour un montant de 297 K€ au 31/12/2011, contre 396 K€ au 31/12/2010Y figure également l'ajustement de la juste valeur de SWAPs de taux variable / taux fixe pour - 445 K€ au 31/12/2011, contre-488 K€ au 31/12/2010 (cf. Note 31).

Note 27 – Autres produits et charges financiers

	31/12/2011	31/12/2010
Gain de change	510	721
Reprises de provisions financières	278	299
Autres produits financiers	788	1.020
Perte de change	563	470
Dotations de provisions financières	0	463
Perte sur créances	0	0
Autres charges financières	563	933

Les différences de change comprennent des produits latents pour un montant de 58 K€.

A fin Décembre 2010, le cours de la monnaie Russe était de 40,82 RUR / 1 € ; ce cours a ensuite légèrement progressé pour finir fin décembre 2011 à 41,765. Après retraitement dans les capitaux propres de 196 K€ de différences de change relatives à l'investissement net en Russie (cf. Note 2.3.6), 451 K€ restent inscrits dans les gains de change et 570 K€ dans les pertes de change.

Note 28 – Charges d'impôt

28.1. Impôts différés actif / passif

La charge d'impôt sur les bénéfices correspond à l'impôt estimé de chaque entité fiscale consolidée corrigée des impôts différés. Les charges ou les produits d'impôts différés sont calculés par la variation de la créance d'impôts ou de la dette d'impôts d'un exercice à l'autre.

Pour l'arrêté au 31 décembre 2011, les impôts différés ont été calculés, pour les sociétés françaises, sur la base de l'impôt de 33,33%. Le taux était de 34,43 % pour l'exercice précédent.

Calcul du taux 2011 :	Impôt société au taux de droit commun	33,33 %
	Contribution sociale	0%
	Taux d'impôt différé 2011 :	33,33 %

Pour les sociétés étrangères, le taux d'impôt local a été utilisé. Les effets de l'application de la méthode du report variable aux impôts différés sont les suivants : Profit sur report variables de 255 K€ et pertes sur reports variables de 58 K€. Le montant de l'impôt sur les bénéfices s'analyse comme suit :

GROUPE EPI

	31/12/2011	31/12/2010
Impôt courant	- 1.097	261
Impôts différés	- 2.230	1.024
Impôt sur les bénéfices	- 3.327	1.285

En l'absence d'intégration fiscale, l'impôt sur les bénéfices pour le Groupe EPI aurait été de 28 K€.

28.2. Preuve d'impôt :

	31/12/2011	31/12/2010
Résultat avant impôt	- 1.384	4.319
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur pour l'entreprise consolidante (34,43% au 31/12/2010 & 33,33% au 31/12//2011)	- 461	1.487
Crédits d'impôt	- 1.127	- 1.360
Changement de taux d'I.S. sur les impôts différés d'ouverture (1)	- 2.176	0
Corrections d'IS suite contrôles fiscaux	0	0
Différences permanentes sur Impôts	- 227	168
Correction de charge d'impôt théorique de filiales étrangères ayant un taux d'IS différent ou déficitaires	664	1.065
Impact du report en arrière de déficits fiscaux	0	- 50
Impact du taux de contribution sociale 3,3%	0	- 32
Impact du taux réduit de 15% dans les filiales françaises	0	7
Charge d'impôt effective	- 3.327	1.285

(1) :dont - 1.979 K€ de reprise d'impôt différé passif relatif à VOSTOK (cf. Note 19).

Note 29 - Informations sociales

29.1. La ventilation du personnel salarié du Groupe consolidé

Au 31 décembre 2011, elle se présente comme suit :

SOCIETES	31/12/2011				31/12/2010
	Cadres	Employés	Ouvriers	Total	Total
EPI FLOORING	32	31	95	158	156
ALSAPAN	34	67	480	581	567
EPI VOSTOK	3	9	16	28	26
DGS	0	7	0	7	8
SELFLOOR	0	0	0	0	1
TOTAL	69	114	591	774	758

GROUPE EPI

29.2. Charges de personnel

	31/12/2011	31/12/2010
Salaires	19.826	18.328
Intéressement	0	482
Participation	0	1.088
Charges sociales	8.696	8.238
Provision IFC	407	267
Total	28.929	28.403

29.3 Droit individuel à la formation (DIF)

Suivant la loi du 4 Mai 2004, le droit individuel à la formation (DIF) acquis au 07 Mai 2011, par les salariés du Groupe ayant au moins un an d'ancienneté à cette date, représente 79.462 heures.

Toutes les heures demandées par les salariés ont été acceptées et les coûts correspondant figurent au compte de résultat ; seules 32 Heures depuis l'origine du DIF ont fait l'objet d'un premier refus de l'entreprise. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes.

Note 30 - Frais de recherche

Les dépenses liées aux activités de recherche ayant pour but d'acquérir des connaissances scientifiques et des techniques nouvelles sont comptabilisées en charges. Elles figurent dans le compte de résultat pour un montant en 2011 de 3.478 K€ (2.964 K€ en 2010) et se ventilent de la manière suivante :

Nature	Revêtement de sol		Pièces de meubles et meubles en kit	
	2011	2010	2011	2010
Personnel	566	532	1.167	943
Amortissement	204	86	251	208
Frais généraux	455	438	835	757
Total	1.225	1.056	2.253	1.908

Note 31 - Instruments financiers et produits dérivés

Contrats d'échange de taux d'intérêts :

En 2008 (Avril et Août) la maison mère a souscrit des contrats de couverture de taux pour se prémunir contre le risque de hausse des taux variables. Ces contrats sont destinés à couvrir le risque sur les emprunts à taux variable et notamment l'emprunt OBSAAR. L'analyse montre qu'une comptabilité de couverture n'est pas possible au regard de la désignation de la relation de couverture selon l'IAS 39 :

- L'efficacité de la couverture, n'est pas suffisante.
- Les échéances des instruments de couverture et des emprunts ne sont pas homogènes.
- La désignation formelle de la relation de couverture et sa documentation, à l'origine de la couverture, n'ont pu être établies.

GROUPE EPI

Ces opérations sont dès lors qualifiées de spéculatives et doivent être évaluées à leur juste valeur par le résultat à chaque arrêté comptable. Un modèle prévisionnel des flux financiers concernant ces contrats de couverture a été mis en place en interne. Il calcule les flux futurs en fonction des estimations d'évolution de l'EURIBOR 3 mois fournies par les banques partenaires dans ces opérations. Ces flux futurs sont ensuite actualisés en fonction de l'OAT à 10 ans (TEC 10) soit 3,162%. Il en résulte un gain financier de 445 K€ au 31/12/2011 représentatif de la variation de la juste valeur de ces SWAPs de taux. Ce produit a été enregistré en résultat dans les comptes consolidés du Groupe. Par ailleurs, au titre de 2011 une perte financière de 518 K€ a été enregistrée au titre de ces couvertures de taux.

La juste valeur des SWAPs fondée sur le modèle élaboré en interne est de 340 K€. Cette évaluation est faite dans l'optique d'un dénouement des SWAPs à leurs termes respectifs, et ne tient par conséquent pas compte de pénalités éventuelles en cas de sortie anticipée. La direction a retenu cette hypothèse car il n'entre pas dans son intention de dénouer les positions avant leurs termes. Une variation d'un point de l'EURIBOR aurait un impact de 123 K€ sur le résultat et la variation d'un point d'OAT serait non significative sur l'actualisation du flux.

Note 32 - Engagements hors bilan

32.1. Engagements sur emprunts

Bénéficiaires	Montant au 31/12/2011	Montant au 31/12/2010	Garanties réelles	Cautionnement donné par EPI
BECM	860	1.075	Promesse d'hypothèque	
CREDIT AGRICOLE	0	160	Nantissement sur titres	
BANQUE POPULAIRE	640	718	Promesse d'hypothèque	
BANQUE POPULAIRE	35	247	Nantissement sur titres	
SOCIETE GENERALE	0	160	Nantissement sur titres	
LCL 'OBSAAR'	15.690	22.044	Nantissement sur titres	
CIC	11.000	0	Nantissement sur VMP	
TOTAL	28.225	24.404		

Engagements donnés :

Société EPI :

Au 31 décembre 2011, le nantissement des actions EPI consenti en garantie du remboursement de prêts représente un total de 0 K€ contre 520 K€ au 31/12/2010 et celui des parts sociales de la SCI Merkel, un montant de 35 K€, contre 47 K€ au 31/12/2010. Par ailleurs, les titres d'ALSAPAN sont donnés en garantie de l'emprunt 'OBSAAR' dont le nominal est de 39.992 K€.

L'emprunt CIC court terme de 11.000 K€ est garanti par le nantissement de valeurs mobilières souscrites auprès de ODDO Asset Management & GENERALI.

Covenants :

Par convention, le Groupe s'est engagé à respecter des ratios de solvabilité et de fonds propres. Les ratios utilisés sont du type 'endettement net consolidé / fonds propres consolidés' et 'endettement net consolidé / EBITDA consolidé'. Le Groupe n'anticipe pas de difficultés à les respecter pour l'avenir. Les covenants concernent la société EPI pour un montant de 15.948 K€ contre 23.921 K€ à fin 2010, relativement à l'emprunt obligataire 'OBSAAR' d'un montant nominal de 39.992 K€. Ils concernent également le crédit revolving de 20.000 K€ (cf. § autres engagements ci-après).

GROUPE EPI

Les ratios sont les suivant :

	Valeur plafond	31/12/2011	31/12/2010
Résultat opérationnel		- 1.459	3.214
Dotation aux amortissements		7.322	7.869
Dotation aux provisions		- 1.805	2.345
EBITDA consolidé		4.058	13.428
Fonds propres consolidés (voir Note 15.3)		51.522	81.028
Endettement net consolidé (voir Note 15.3)		30.588	- 1.374
Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	4,0	7,54	- 0,10
Endettement net consolidé / Fonds propres consolidés	1,5	0,59	- 0,02

Relativement au ratio d'endettement net / EBITDA de 7,54 , le ratio d'endettement Net / Marge Brute d'Autofinancement est de 4,54 (30.588 / 6.732) cf. tableau de flux page 4.

Autres engagements :

Parallèlement à l'émission de l'emprunt obligataire 'OBSAAR', le Groupe a souscrit à une facilité de crédit (crédit revolving) à concurrence de 20 Millions d'Euros. Par clause 'pari passu' ce crédit revolving bénéficie du nantissement des titres ALSAPAN et EPI FLOORING, à égalité de rang avec l'emprunt obligataire 'OBSAAR'.

Au 31/12/2011, ce crédit revolving a été tiré à hauteur de 20,0 M€ : 10.580 K€ pour EPI FLOORING & 9.420 K€ pour ALSAPAN. De plus EPI s'est porté caution pour ses filiales sur les sommes dues.

EPI FLOORING a par ailleurs souscrit une convention de cession de créances commerciales en garantie des sommes dues au titre du contrat de crédit revolving. Enfin, toujours dans le cadre des sûretés accordées au titre du crédit revolving, le bénéfice de délégations des polices d'assurance COFACE souscrites respectivement par EPI, ALSAPAN et EPI FLOORING a été accordé aux établissements bancaires.

32.2. Engagements de locations simples

Ce sont les contrats de location d'une durée supérieure à 6 mois. Il s'agit de locations de bureaux, d'espaces de stockage, de matériels de transport, de matériels de bureaux et d'outillage. Le Groupe considère que l'engagement de location simple est représentatif du paiement minimum qui devrait être effectué. Il n'y a pas d'engagements à plus de cinq ans.

Engagements de locations	Montant au 31/12/2011	Montant au 31/12/2010
Loyers à moins d'un an	301	377
Loyers à plus d'un an et moins de cinq ans	442	370
TOTAL	743	747

32.3. Passifs éventuels

Il n'y a pas de passif en dehors de ceux ayant fait l'objet d'une provision et mentionnés ci-dessus.

Note 33 – Transactions avec les parties liées

33.1. Société-mère:

La société mère consolidant les comptes du Groupe EPI est la société STRUB SA ayant son siège social à Duppigheim, Avenue Jean Prêcheur.

33.2. Eléments concernant les entreprises ayant un lien de participation

Les transactions avec les parties liées, hors opérations intra-groupe éliminées en consolidation, sont les suivantes :

STRUB SA	31/12/2011				31/12/2010			
	Charges	Produits	Créances	Dettes	Charges	Produits	Créances	Dettes
Prestations de service	660	43			587	20		
Charges locatives	285				282			
Clients			13				14	
Fournisseurs			13	199			11	103
Autres	34	15	1		49	2	37	
TOTAL	979	58	27	199	918	22	62	103

Voltec Solar, société détenue en 2011 à quasi 100% par Strub SA, est une société sœur d'EPI. En application d'IAS24R, les transactions entre cette société et les sociétés du groupe EPI sont présentées ci-dessous. Les transactions au 31/12/2010 sont mentionnées afin d'assurer la comparabilité.

VOLTEC SOLAR SAS	31/12/2011				31/12/2010			
	Charges	Produits	Créances	Dettes	Charges	Produits	Créances	Dettes
Prestations de service	99	67				408		
Charges locatives								
Clients			146				56	
Fournisseurs								
Autres		219	352	7				
TOTAL	99	286	498	7	0	408	56	0

33.3. Rémunérations et avantages en nature des organes d'administration et de direction

33.3.1. Conseil de surveillance :

Le président du conseil de surveillance ne perçoit pas de rémunération mensuelle. Les frais exposés dans l'exercice des fonctions et en vue d'assister aux réunions du conseil sont remboursés aux membres, sur présentation de justificatifs. Il n'y a pas eu de rémunération versée aux membres du conseil de surveillance en 2010 ni en 2011.

GROUPE EPI

33.3.2. Jetons de présence :

En 2010 et 2011, 90 K€ de jetons de présence ont été distribués aux membres du conseil de surveillance conformément à une décision de l'AG du 29/06/2009.

33.3.3. Directoire :

Monsieur Gérard VOIRIN, Président du Directoire, n'est pas rémunéré directement. Les sociétés du Groupe EPI rémunèrent les prestations rendues à leur profit par d'autres sociétés dans lesquelles Monsieur VOIRIN est intéressé. Ces prestations s'élèvent à 156 K€ en 2011 contre 141 K€ en 2010.

Les membres du directoire sont par ailleurs remboursés des frais qu'ils exposent dans l'exercice de leurs fonctions, sur présentation de justificatifs.

Au 31/12/2011 Mr. Antonio Clément, Directeur général a perçu une rémunération brute de 197 K€ contre 156 K€ au titre de l'année 2010. L'engagement de retraite des membres du directoire percevant une rémunération est de 28 K€ au 31/12/2011.

33.3.4 Managers & dirigeants :

Dans le cadres des OPAS & OPRA, 197.554 BSAAR et 14.282 actions EPI ont été rachetés aux Managers et dirigeants ce qui représente un montant de 2.137 K€.

L'information présentée dans la Note 33.3 (§ 1 à 4) est exhaustive ; il n'y a pas d'autres avantages au sens de l'IAS 24.16.

GROUPE EPI

Note 34 – Secteurs opérationnels

Suite aux opérations de restructuration de 2010, l'information sectorielle a été refondue afin de coller à l'organisation actuelle (cf. Note 3 & 3.1): Le secteur Holding regroupe les activités de EPI, SCI La Chapelle, SCI Merkel & LOCOFI; le secteur Meuble celles de ALSAPAN, Hautecoeur Espagne & DGS; le secteur RDS celles de EPI Flooring, Selfoor & EPI Vostok.

34.1 Situation au 31/12/2011

34.1.1 Actif et passif au 31/12/2011

ACTIFS

ACTIFS NON COURANTS

	HOLDING	MEUBLE	RDS	TOTAL SECTORIELS	Rapproche- ment	TOTAL CONSOLIDES
Goodwill	88	4.431	0	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	0	1.638	578	2.216	0	2.216
Immobilisations corporelles	2.236	33.431	9.252	44.919	0	44.919
Immeubles de placement	238	0	0	238	0	238
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	0	0		0	0	0
Autres actifs financiers	190	137	21	348	0	348
Impôts différés	1.025	0	301	1.326	- 1.009	317

TOTAL ACTIFS NON COURANTS

ACTIFS COURANTS

Stocks	0	17.672	9.976	27.648	0	27.648
Clients	190	17.679	18.570	36.439	0	36.439
Autres débiteurs	3.073	2.129	1.976	7.178	0	7.178
Trésorerie & Equivalents trésorerie	27.686	2.523	2.036	32.245	0	32.245
Actifs destinés à être cédés	0	0	480	480	0	480

TOTAL ACTIFS COURANTS

TOTAL DES ACTIFS

PASSIFS

CAPITAUX PROPRES

Capital émis & réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère	28.202	24.652	- 3.273	49.581	0	49.581
Résultat de l'exercice	2.145	175	- 377	1.943	0	1.943
Intérêts minoritaires	- 2	0	0	- 2	0	- 2

TOTAL CAPITAUX PROPRES

PASSIFS NON COURANTS

Emprunts portant intérêts	9.407	6.863	1.947	18.217	0	18.217
Provision pour pensions & avantages assimilés	0	1.408	678	2.086	0	2.086
Autres provisions	1.170	57	1.094	2.321	0	2.321
Impôts différés	868	4.514	903	6.285	- 1.009	5.276
Autres dettes	0	0	0	0	0	0

TOTAL PASSIFS NON COURANTS

PASSIFS COURANTS

Fourisseurs	496	6.060	4.629	11.185	0	11.185
Part à court terme des emprunts portant intérêts	20.155	12.704	11.777	44.636	0	44.636
Passif d'impôt exigible	0	0	0	0	0	0
Autres créditeurs	135	8.132	8.648	16.915	0	16.915
Autres provisions	184	1.039	3.166	4.389	0	4.389
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0

TOTAL PASSIFS COURANTS

TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS

TOTAL ACTIFS NON COURANTS	3.777	39.637	10.152	53.566	- 1.009	52.557
TOTAL ACTIFS COURANTS	30.949	40.003	33.038	103.990	0	103.990
TOTAL DES ACTIFS	34.726	79.640	43.190	157.556	- 1.009	156.547
TOTAL CAPITAUX PROPRES	30.345	24.827	- 3.650	51.522	0	51.522
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	11.445	12.842	4.622	28.909	- 1.009	27.900
TOTAL PASSIFS COURANTS	20.970	27.935	28.220	77.125	0	77.125
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	62.760	65.604	29.192	157.556	- 1.009	156.547

GROUPE EPI

34.1.2. Compte de résultat au 31/12/2011

	HOLDING		MEUBLE		RDS		Interco	TOTAL
Chiffre d'affaires	3.516		136.095		79.745		- 5.744	213.612
Autres produits de l'activité	107		125		117		0	349
Total produits	3.623	100,00%	136.220	100,00%	79.862	100,00%	- 5.744	213.961
Achats consommés	0		88.885		58.220		- 2.053	145.052
Charges du personnel	0		21.864		7.065		0	28.929
Charges externes	3.235		19.625		12.638		- 4.206	31.292
Impôts et taxes	44		1.163		701		- 116	1.792
Dotations aux amortissements	231		5.035		2.056		0	7.322
Variation de stocks -prod.finis& en cours	0		685		- 1.794		0	- 1.109
Autres charges d'exploitation	90		- 317		2.262		0	2.035
Résultat opérationnel courant	23	0,63%	- 720	- 0,53%	- 1.286	- 1,61%	631	- 1.352
Autres produits opérationnels	394		692		1.997		- 1.357	1.726
Autres charges opérationnelles	252		1.102		479		0	1.833
Résultat opérationnel	165	4,55%	- 1.130	- 0,83%	232	0,29%	- 726	- 1.459
Résultat financier	737	20,34%	- 442	- 0,32%	- 946	- 1,18%	726	75
Résultat avant impôts	902	24,90%	- 1.572	- 1,15%	- 714	- 0,89%	0	- 1.384
Charge d'impôt	- 1.243	- 34,31%	- 1.747	- 1,28%	- 337	- 0,42%	0	- 3.327
Résultat consolidé	2.145	59,21%	175	0,13%	- 377	- 0,47%	0	1.943

	France	Export	Interco	Total
Chiffre d'affaires	126.077	93.279	- 5.744	213.612

34.1.3 Actifs géographique au 31/12/2011

Il s'agit de la répartition géographique des actifs non courants autres que les instruments financiers et des actifs d'impôts différés selon IFRS8.

	France	Etranger	Consolidé
Goodwill	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	2.216	0	2.216
Immobilisations corporelles	43.219	1.700	44.919
Immeubles de placement	238	0	238
Total	50.192	1.700	51.892

GROUPE EPI

34.2. Situation au 31/12/2010

34.2.1. Actif et passif au 31/12/2010

	HOLDING	MEUBLE	RDS	TOTAL SECTORIELS	Rapproche- ment	TOTAL CONSOLIDES
ACTIFS						
ACTIFS NON COURANTS						
Goodwill	88	4.431	0	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	0	1.729	778	2.507	0	2.507
Immobilisations corporelles	2.139	35.717	10.480	48.336	0	48.336
Immeubles de placement	235	0	0	235	0	235
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres actifs financiers	193	235	26	454	0	454
Impôts différés	70	0	585	655	0	655
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	2.725	42.112	11.869	56.706	0	56.706
ACTIFS COURANTS						
Stocks	0	18.203	6.865	25.068	0	25.068
Clients	166	17.031	17.688	34.885	0	34.885
Autres débiteurs	2.635	3.246	1.938	7.819	0	7.819
Trésorerie & Equivalents trésorerie	56.481	4.433	2.204	63.118	0	63.118
Actifs destinés à être cédés	0	0	530	530	0	530
TOTAL ACTIFS COURANTS	59.282	42.913	29.225	131.420	0	131.420
TOTAL DES ACTIFS	62.007	85.025	41.094	188.126	0	188.126
PASSIFS						
CAPITAUX PROPRES						
Capital émis & réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère	58.407	21.039	- 1.452	77.994	0	77.994
Résultat de l'exercice	1.635	3.288	- 1.889	3.034	0	3.034
Intérêts minoritaires	0	0	0	0	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	60.042	24.327	- 3.341	81.028	0	81.028
PASSIFS NON COURANTS						
Emprunts portant intérêts	16.342	8.300	2.318	26.960	0	26.960
Provision pour pensions & avantages assimilés	0	1.152	527	1.679	0	1.679
Autres provisions	1.170	106	1.094	2.370	0	2.370
Impôts différés	2.566	5.335	77	7.978	0	7.978
Autres dettes	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	20.078	14.893	4.016	38.987	0	38.987
PASSIFS COURANTS						
Fournisseurs	780	4.497	4.664	9.941	0	9.941
Part à court terme des emprunts portant intérêts	10.677	14.739	9.499	34.915	0	34.915
Passif d'impôt exigible	80	0	0	80	0	80
Autres créditeurs	827	10.959	6.532	18.318	0	18.318
Autres provisions	636	951	3.270	4.857	0	4.857
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIFS COURANTS	13.000	31.146	23.965	68.111	0	68.111
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	93.120	70.366	24.640	188.126	0	188.126

GROUPE EPI

34.2.2. Compte de résultat au 31/12/2010

	HOLDING		MEUBLE		RDS		Interco	TOTAL
Chiffre d'affaires	2.401		117.608		70.472		- 4.028	186.453
Autres produits de l'activité	958		2.017		175		- 660	2.490
Total produits	3.359	100,00%	119.625	100,00%	70.647	100,00%	- 4.688	188.943
Achats consommés	0		71.252		44.284		- 884	114.652
Charges du personnel	0		21.081		7.322		0	28.403
Charges externes	2.533		18.763		11.337		- 3.558	29.075
Impôts et taxes	256		2.242		650		- 248	2.900
Dotations aux amortissements	249		5.153		2.467		0	7.869
Variation de stocks -prod.finis& en cours	0		- 3.673		1.353		0	- 2.320
Autres charges d'exploitation	90		- 546		2.297		0	1.841
Résultat opérationnel courant	231	6,88%	5.353	4,47%	937	1,33%	2	6.523
Autres produits opérationnels	1.783		644		1.406		1.753	5.586
Autres charges opérationnelles	3.980		- 243		2.658		2.500	8.895
Résultat opérationnel	- 1.966	- 58,53%	6.240	5,22%	- 315	- 0,45%	- 745	3.214
Résultat financier	1.618	48,17%	- 368	- 0,31%	- 890	- 1,26%	745	1.105
Résultat avant impôts	- 348	- 10,36%	5.872	4,91%	- 1.205	- 1,71%	0	4.319
Charge d'impôt	- 1.983	- 59,04%	2.584	2,16%	684	0,97%	0	1.285
Résultat consolidé	1.635	48,68%	3.288	2,75%	- 1.889	- 2,67%	0	3.034

	France	Export	Interco	Total
Chiffre d'affaires	111.177	79.304	- 4.028	186.453

34.2.3 Actifs géographique au 31/12/2010

Il s'agit de la répartition géographique des actifs non courants autres que les instruments financiers et des actifs d'impôts différés selon IFRS8.

	France	Etranger	Consolidé
Goodwill	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	2.507	0	2.507
Immobilisations corporelles	46.636	1.700	48.336
Immeubles de placement	235	0	235
Total	53.897	1.700	55.597

Note 35 – Analyse des risques

35.1. Degré d'exposition des sociétés du Groupe aux risques du marché

Les différentes entreprises du Groupe sont exposées dans des conditions différentes aux risques du marché.

EPI FLOORING, pour son activité revêtement de sol, est exposée à une grande diversité de risques :

- La part relative élevée de certains clients rend vulnérable l'entreprise en cas de départ de l'un deux, tant pour le marché domestique que sur les marchés à l'exportation.
- La restructuration de l'offre des fournisseurs de panneau : regroupement, augmentation des prix, rend EPI dépendante. Les hausses de prix de la matière première subies dès le second semestre 2010 ont été constamment appliquées en 2011 et ont été au-delà des prévisions ayant servi à construire le budget initial de l'exercice 2011.
- La réduction des prix de vente aux clients est liée, tant aux surcapacités de production au niveau mondial, qu'à l'entrée de tous les fournisseurs de panneau sur le marché du revêtement de sol. Ils s'adressent directement la distribution.
- L'importance prise par les concurrents de nouveaux pays en capacité de produire : Asie, Turquie, ..., est également de nature à faire baisser les prix.
- Les marchés nord-américains sont traités en dollar US et l'évolution des cours de l'euro et du dollar a des incidences sur les marges nettes des opérations traitées sur ces marchés.
- La filiale russe, EPI VOSTOK tient sa comptabilité en rouble et l'incidence des cours de l'euro ou du dollar par rapport au rouble peut avoir des conséquences financières importantes dans les comptes d'EPI FLOORING qui livre des produits haut de gamme à sa filiale russe.
- Le site de Marlenheim est largement surcapacitaire.
- L'entreprise a été contrainte de signer un nouveau contrat de licence pour l'assemblage du petit coté de certaines de ses lames, ce qui augmente ses coûts de revient.

SELFLOOR, produisait et vendait du revêtement de sol stratifié :

- Le transfert de son activité industrielle au sein de la société EPI à Marlenheim est réalisé depuis début 2010. Les derniers matériels de production ont été vendus et exportés vers des industriels du Moyen Orient.
- 480 K€ ont été transférés des immobilisations vers le poste 'actifs destinés à être cédés' (valeur nette au 31/12/2011). Il s'agit de la cession potentielle des immeubles, pour lesquels une promesse de vente a été signée le 22/11/2011, et qui devrait se concrétiser d'ici la fin du premier semestre 2012 ; le financement de ces opérations restant à être réalisé par les preneurs.

EPI VOSTOK, produit et vend du revêtement de sol stratifié :

- Depuis la fin de l'exercice 2009, EPI VOSTOK vend des produits fabriqués en Russie dans son usine et aussi des produits importés de France.
- La montée en puissance de l'activité a été freinée par le manque de matière et de plus la clientèle est très concentrée.
- L'entreprise ne produit qu'à 25% de sa capacité.
- Le constat de l'ensemble des entreprises étrangères en Russie est qu'elles pâtissent d'une bureaucratie grandissante qui retarde les déploiements industriels.

ALSAPAN fabricant de meubles en kit à base de panneaux mélaminés ou finish foil :

- Est très dépendante de son principal client. Cette situation n'est pas nouvelle. ALSAPAN dispose d'une force commerciale et d'un bureau d'études dimensionné à ses besoins actuels. Elle n'a pas les moyens de, très rapidement, conquérir de nombreux nouveaux clients.
- Comme EPI FLOORING, ALSAPAN est très dépendante des fournisseurs de matières premières. A la forte décreue des prix enregistrée en 2008 et 2009 s'est substituée une hausse continue depuis le second semestre 2010. La fermeture d'usines de production de matières premières (le panneau), fin 2010, a accentué ces hausses qui n'ont pu être que partiellement répercutées sur les prix de vente aux clients qu'en fin d'année pour une application en 2012.
- Confirmation des changements de stratégie, en 2010 un major international a cédé une usine de production de panneaux à une filiale du principal client d'ALSAPAN, le groupe auquel appartient ce client est devenu le premier fournisseur de matière première de l'un de ses propres fournisseurs. La marge sur matière est difficilement négociable dans ces conditions.
- Pour ses marchés actuels, ALSAPAN traite quasi exclusivement en euro.
- Les commandes pour les plans de travail dans l'unité de Wasselonne n'atteignent toujours pas le niveau escompté, la pénétration du marché de la GSB se révèle plus difficile que prévu.
- Quasiment toutes les capacités des sites de production ont de la réserve à exploiter, mais les deux sites hors-Alsace restent nettement surcapacitaires.

GROUPE EPI

DGS conception et commercialisation de meubles en kit produits en Asie :

- DGS est une équipe délocalisée en Chine, ce pays commence à durcir les conditions. Ainsi de nouvelles charges sociales ont été imposées à compter de 09/2011.
- DGS continue son métier de sourcing que les grandes centrales d'achat ont tendance à intégrer ou à court-circuiter. Le modèle DGS a subi toutes les conséquences de la crise et se trouve concurrencé par des officines qui ont établi des bases logistiques fortes en Asie.

Difficultés rencontrées : les principales difficultés rencontrées par les entreprises du Groupe sont liées à la volatilité de la clientèle et au manque de prévisions fiables quant à ses besoins. Les marchés adressés par les différentes unités du Groupe sont matures et les évolutions se font à la marge. Chaque entité du Groupe a la possibilité de construire une offre attrayante et de se démarquer de ses concurrents mais chaque entité doit passer d'une culture : volume / prix à un concept niche/créativité/service. La contraction économique actuelle ne favorise pas le développement de ce concept et la pratique historique est très difficile à faire évoluer. Par ailleurs la tendance de la distribution est de faire porter sur le fournisseur la gestion de ses rayons. La part traitée à l'exportation (43%) demeure relativement faible et le groupe n'a pas encore de modèle stabilisé pour conquérir efficacement ce type de marché.

La gestion des filiales étrangères demeure difficile, elle n'est pas construite sur un modèle éprouvé.

35.2. Risques propres au Groupe et à son organisation

Le Groupe ne présente pas, en tant que structure, de risque particulier.

Le décès de Jean Jacques STRUB en avril 2010 continue à avoir des conséquences importantes. Néanmoins le groupe n'a pas enregistré de démission remettant en cause son organisation.

Pour compenser le manque de liquidité du titre, une OPAS complétée par une OPRA a été proposée aux actionnaires ayant acquis leur titre sur le marché. Dans le même esprit il a été proposé une OPAS aux détenteurs de BSAAR. Ces opérations ont été lancées dans la deuxième moitié du mois de juin pour prendre fin le 18/07/2011. Ces opérations ont connu un certain succès (cf note n°15 'Capitaux propres'), toutefois le groupe demeure coté.

35.3. Risques relatifs au secteur d'activité du Groupe

Le secteur du revêtement de sol et de la fabrication de meubles est parvenu ces dernières années à maturité. La crise économique qui a débuté au dernier trimestre 2008 est particulièrement ressentie par ces deux secteurs d'activité. La concurrence sur tous les marchés est plus forte et le Groupe doit faire face à une mondialisation des acteurs. Un nouveau modèle économique s'impose, l'intégration verticale. Ainsi certains concurrents sont aussi des producteurs de panneaux ce qui leur octroie une plus grande maîtrise des approvisionnements et de leurs coûts de production, ce qui n'est pas le cas du groupe EPI, d'autant que la tendance est à la concentration des producteurs de panneaux. Ce modèle se confirme par l'entrée en jeu d'un client majeur de l'entreprise qui devient fournisseur de matière première consommée par le groupe.

La maîtrise des approvisionnements reste une condition sine qua non de la compétitivité du Groupe et de ses activités. Après l'accalmie en 2009, les prix de la matière première sont repartis fortement à la hausse entre 2010 et 2011. Les coûts de production augmentent aussi et les clients ont fini par accepter une augmentation des prix de vente mais les surcapacités de production par rapport à la demande menacent l'équilibre actuel.

Les marchés à l'export ont pâti de la parité euro/dollar et la variation des cours des devises impacte nécessairement le résultat.

L'environnement concurrentiel très fort conduit le Groupe à investir dans des axes de recherche et de nouveaux produits en permanence. Le produit « finish foil », perce difficilement dans une économie peu active. EPI VOSTOK est un investissement qui nécessite de qualifier en permanence les matières premières d'origine locale. L'usine de VOSTOK est très dépendante des fournisseurs locaux quant à ses approvisionnements en matière première. Dans ce contexte défavorable, les résultats ne sont pas au niveau attendu. En conséquence les actifs ont été dépréciés en fonction de leur valeur recouvrable estimée à 1.700 K€.

Le Groupe reste sensible à tout nouveau produit et prend toute mesure pour rester à la pointe dans ses secteurs d'activités et tente de rechercher en permanence des gains de productivité tout en se préoccupant des problèmes de santé, ceux liés aux produits et à la production

GROUPE EPI

de ces mêmes produits. Toutefois ces derniers mois, il n'a pas mis sur le marché de nouveautés lui garantissant une avance sur ses concurrents.

Les normes environnementales de plus en plus draconiennes imposent au Groupe une veille de tous les instants. Ces normes, en adéquation avec les préoccupations légitimes tant des populations que des clients et de tous les personnels du Groupe, présentent deux risques principaux:

- Un facteur de déséquilibre concurrentiel avec les producteurs d'autres régions du monde, causé par l'impact économique de ces normes.
- Les activités du Groupe sont exercées dans des établissements classés soumis à autorisation préalable. Or la tendance forte au renforcement des normes environnementales d'année en année ne permet pas d'avoir de certitude sur l'obtention des autorisations indispensables dans le futur.
- Les associations de consommateurs ont en point de mire les C.O.V et formaldéhydes qui sont en partie liés à certaine matière première utilisée par le groupe.

Afin de prévenir tout risque environnemental le Groupe a mis en place une politique de suivi et de prévention de ce risque et procède régulièrement à la mise aux normes de ses installations. Les investissements correspondants sont engagés. Ces derniers ne sont pas significatifs et sont inclus dans les coûts de maintenance annuels, soit un budget annuel de l'ordre de 500.000 euros pour le Groupe. Dans ce budget ne sont pas inclus les renouvellements de matériel qui doivent être remplacés du fait de leur âge, vétusté et usure. Ceux ci sont inclus dans le plan d'investissements généraux (ex: les chaudières).

Le Groupe met en œuvre ses moyens et ses ressources pour respecter les conditions d'exploitation qui lui sont prescrites par les différents organismes de contrôle.

Les risques technologiques liés à l'activité sont faibles. Les installations de Marlenheim, Erstein et Boulay sont sprinklées. Pour la plupart des sites, un système agréé de détection et d'extinction des étincelles a été mis en place. Une partie des locaux de stockage de La Courtine a été déclarée inutilisable pour des raisons de sécurité vis-à-vis du voisinage ; cela est sans conséquences sur la production, mais réduit les surfaces de stockage.

Le Groupe a souscrit les assurances nécessaires à la couverture de sa responsabilité civile vis à vis des biens et des personnes du fait de ses activités et de l'exploitation de ses installations. Ces polices d'assurances couvrent aussi les risques environnementaux. Des polices d'assurance multirisques couvrent ses installations et sites.

Le montant des primes d'assurances versées en 2011 est de 705 K€. Cela concerne principalement l'assurance multirisques (501 K€), l'assurance clients (116 K€) ainsi que la responsabilité civile (36 K€). Il devrait pouvoir être maintenu à ce niveau en 2012.

Le montant des capitaux assurés se décompose comme suit :

-Responsabilité Civile :

Exploitation 8.000 K€.

Pollution accidentelle 1.500 K€ par sinistre et par an.

-Multirisques dommages aux biens :

Dommages matériels (bâtiments, matériels, marchandises) 248.759 K€.

Pertes d'exploitation (marge brute) 59.400 K€.

35.4. Risques financiers

35.4.1. Risque de liquidité

Des facilités de caisse sont négociées annuellement avec les partenaires bancaires au sein de chaque entité du Groupe.

Le Groupe EPI est principalement financé par l'emprunt obligataire de la maison mère, des emprunts bancaires classiques et des locations financements contractés au niveau de chacune de ses filiales opérationnelles.

Les quatre premières échéances annuelles de l'emprunt obligataire d'une durée de cinq ans ont été honorées sans difficultés.

GROUPE EPI

La répartition globale des emprunts bancaires par taux est la suivante : Voir Notes 16

Au 31/12/2011, la trésorerie du Groupe s'élève à 32.245K€ contre 63.118 K€ au 31/12/2010. La société dispose également de valeurs mobilières de placement (classées en autres actifs financiers selon IAS 7 et décrites dans la Note 9) pour un montant de 20 K€ et a mobilisé son compte client qui s'élève à 36.439 K€ au 31 décembre 2011, à concurrence de 24 M€ au travers d'une ligne de crédit revolving confirmée de 20 Millions d'Euros. Le Groupe EPI a mis en œuvre une gestion centralisée des comptes de trésorerie de l'ensemble de ses filiales. Au regard des soldes journaliers de chacune des entités, le Groupe décide de la souscription de sicav, de la mise en place d'autorisations de découvert ou finalement de virements de trésorerie de la maison-mère par le biais de compte-courants.

Au 31/12/2011, la trésorerie du Groupe se répartit de la manière suivante entre les principales filiales:

- EPI Holding :	27.253 K€
- EPI Flooring :	1.987 K€
- Alsapan:	2.274 K€
- Autres :	731 K€

Il existe cependant un risque potentiel de liquidité en cas de non-respect de covenants (cf. Note 32.1). La société considère ne pas être en risque de liquidité à ce titre, compte tenu de l'accord des banques de ne pas demander le remboursement anticipé du crédit revolving et ce, malgré un ratio d'endettement net / EBITDA en dépassement à la clôture. Il en est de même pour l'emprunt obligataire, soumis aux mêmes ratios, l'assemblée des porteurs d'obligations ne s'étant pas réunie à la date d'arrêt des comptes.

35.4.2. Risque actions

Les risques sur actions concernent les valeurs mobilières de placement dont le détail figure dans la Note 9 'Autres actifs financiers' & Note 14 'trésorerie et équivalents de trésorerie'.

Le risque concerne des SICAV classées dans ce poste selon les critères de l'IAS7. Il s'agit plus d'un risque sur la valeur, que sur la liquidité, celle-ci étant généralement limitée à une semaine.

Le risque concerne pour une autre partie des contrats de capitalisation qui répondent aux quatre critères de l'IAS7. Il s'agit d'un risque sur la valeur, le porteur des contrats est coté AA chez Standard & Poor's et Aa3 chez Moody's.

Les SICAV monétaires ne présentent aucun risque de liquidité.

35.4.3. Risque de taux : Cf. Note 16.

35.4.4. Risque de change : Cf. Note 22.

35.5. Risques juridiques

En prenant une licence pour les revêtements de sol dits « sans colle » auprès de UNILIN, EPI FLOORING peut produire et vendre sans restriction sur tous les marchés sans risque et en toute sécurité, y compris en Amérique du Nord.

Un conflit de voisinage opposant EPI FLOORING à un particulier sur le site de Marlenheim est pendant devant les tribunaux. Ce voisin se plaint de nuisances acoustiques, le tribunal a ordonné une expertise judiciaire. Aucune décision juridictionnelle n'a encore été rendue.

GROUPE EPI

Un conflit de voisinage opposant EPI SA venant aux droits d'ALSAPAN, à un couple de particuliers sur le site de Dinsheim est pendant devant les tribunaux. Ces voisins se plaignent de nuisances diverses. Aucune décision juridictionnelle n'a encore été rendue.

Un litige opposant EPI FLOORING à une société de recyclage de poussière de bois (NACOSPAN) est pendant devant les tribunaux belges. Aucune décision juridictionnelle n'a encore été rendue.

Un litige pendant devant le tribunal de commerce de Versailles oppose un dirigeant de SERIBO à EPI SA: La société SERIBO a cédé le 24 février 2004 la société Alsapan à Alsafinances. Alsapan et Alsafinances ont par la suite été absorbées par EPI.

Un membre du conseil de surveillance de SERIBO a demandé la nullité de la cession de la société Alsapan et exigé des anciens dirigeants de SERIBO et d'Alsapan (aujourd'hui EPI) le versement de dommages et intérêts. La demande de dommages et intérêts s'est élevée à 6.985 K€. EPI SA considère qu'il est peu probable que la nullité de la cession d'Alsapan soit prononcée. De même, le risque qu'EPI SA soit condamnée à verser des dommages et intérêts à ce titre est qualifié de faible.

Ce litige n'a pas fait l'objet d'une provision.

A la connaissance de la société, il n'existe pas, sur une période couvrant les douze derniers mois, d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont l'émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) qui pourraient avoir ou auraient eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Les principaux risques provisionnés sont les suivants:

- Le litige opposant EPI FLOORING à un voisin à Marlenheim, évoqué ci-dessus, a fait l'objet d'une provision pour un montant de 1.094K€.
- Un autre litige opposant EPI HOLDING venant aux droits d'ALSAPAN, à un couple de riverains de Dinsheim sur Bruche a été provisionné pour 1.170 K€. Au travers d'une « association de défense » Mr et Mme WABARTHA font valoir un préjudice personnel et sollicitent 500 K€ de dommages et intérêts par époux.
- Un litige oppose une société de recyclage belge à EPI FLOORING devant le tribunal de Courtrai pour un différend concernant la fourniture de poussière de bois provisionné pour 1.350 K€.

35.6. Risques d'approvisionnement

Les matières premières, utilisées par les différentes entités du Groupe, sont commercialisées par plusieurs fournisseurs dont le nombre se réduit et dont un site est aussi filiale d'un client du Groupe. Les panneaux peuvent être approvisionnés auprès de moins d'une dizaine de fabricants européens. Il n'est pas exclu que des regroupements se poursuivent dans ce secteur d'activité. Le Groupe est dépendant des fournisseurs extérieurs pour ses approvisionnements en panneaux. Les évolutions des prix à la hausse sont difficilement répercutables dans des délais courts sur les prix de vente.

L'activité revêtement de sol subit les conséquences des surcapacités de production du secteur, ainsi que la concurrence sévère des producteurs de panneaux qui ont tous, à présent, des unités de production de revêtement de sol stratifié. Ceux-ci bénéficient par conséquent d'une économie de frais de transports, du fait de la suppression d'un intermédiaire dans la chaîne de distribution. Le coût des transports est un facteur qui rend de moins en moins compétitifs les fabricants non intégrés. Une voie existe néanmoins pour les producteurs dynamiques, créatifs en mesure d'apporter un niveau de service adapté. EPI VOSTOK a clairement des problèmes liés à la disponibilité de ses matières premières et l'usine peut être arrêtée pour manque de matières. Elle fonctionne partiellement en une, voire deux équipes, alors qu'elle a été construite pour en employer trois. Le prix de la matière est rediscutable tous les mois.

Les décors en papier mélaminé peuvent être fournis par au moins cinq fournisseurs différents. Certains de ces fournisseurs possèdent des décors exclusifs. Le Groupe travaille principalement avec quatre fournisseurs. Le Groupe est totalement dépendant des fournisseurs extérieurs pour les approvisionnements de ce composant. Les évolutions des prix à la hausse sont difficilement répercutables dans des délais courts sur les prix de vente.

Dans le domaine du panneau mélaminé la contractualisation est peu pratiquée. Par usage, les fournisseurs répercutent les évolutions des prix de leurs matières premières sur le prix de leurs produits. Les cours du bois ont une influence sur les prix ; la consommation de bois pour le chauffage en Europe, conduit à des évolutions chaotiques. Les cours du pétrole et du dollar impactent directement les prix des panneaux, de la mélamine et des papiers décors. Les importantes fluctuations des derniers mois ont influé sensiblement.

GROUPE EPI

Une augmentation de 1% du prix des matières premières consommées par le Groupe réduirait la marge opérationnelle de 0,5% (0,3% pour les panneaux et de 0,2% pour les autres matières premières). De même une baisse des prix conduirait à une hausse de la marge dans les mêmes proportions sauf si les concurrents répercutent directement ces baisses.

35.7. Risques clients/distributeurs

La distribution a fortement évolué ces dernières années et les entreprises du Groupe ont comme client des groupes de plus en plus puissants et concentrés. Les différentes entités du Groupe ont des clients majeurs qui prennent de plus en plus d'importance, ce qui au regard du marché n'est pas anormal en soi.

Le risque le plus élevé est au niveau d'ALSAPAN dont le client le plus important a représenté 59% de son chiffre d'affaires en 2011. La fidélité et la qualité relationnelle et commerciale entretenue entre ALSAPAN et ce client peut la placer dans une situation de dépendance au regard de la part de chiffre d'affaires réalisé avec celui-ci. Cette situation n'est cependant pas nouvelle. La nouveauté est que ce client a une filiale qui est devenue le principal fournisseur de panneaux.

EPI FLOORING est lui aussi exposé à ce même type de risque du fait de la croissance de la part de marché de son principal client qui concourt à 53% de son CA.

En tout état de cause, et compte tenu de la structure des marchés et des réseaux de vente, essentiellement tenus par les distributeurs, notamment en France, la perte d'un des principaux clients de chaque entité du Groupe pourrait avoir des conséquences préjudiciables.

35.8. Actifs dépréciés

- Les stocks sont dépréciés à hauteur de 1.418 K€ (cf. Note 11)
- Les clients sont dépréciés à hauteur de 766 K€ (cf. Note 12)
- Des actifs financiers (PHOENIX) pour 1.992 K€ sont dépréciés à quasi 100% (cf. Note 9).
- Les actifs immobilisés de la filiale Russe EPI VOSTOK ont été dépréciés de 1.505 K€ afin de tenir compte de la valeur de marché (cf. Note 8).

Concernant la gestion du risque client, le groupe a souscrit un contrat d'assurance crédit. La couverture lorsqu'elle est mise en place, doit permettre de couvrir environ trois mois de chiffre d'affaires ainsi que le portefeuille de commandes du client. L'analyse est faite au cas par cas par le crédit manager puis validée par la direction commerciale.

Il n'y a pas d'autres catégories d'actifs dépréciés (cf. Note 8 relative aux tests de valeur des actifs).

Note 36 – Ventilation des instruments financiers

36.1. Actifs et Passifs financiers

Selon IFRS 7 § 8 les actifs et passifs financiers doivent être présentés par catégorie :

- Actifs à la juste valeur par résultat
 - Placements détenus jusqu'à l'échéance
 - Prêts et créances
 - Actifs disponibles à la vente
- Passifs à la juste valeur par résultat
- Passifs au coût amorti

GROUPE EPI

En voici la synthèse :

Postes du bilan	Valeur au bilan	Juste valeur	Placements détenus jusqu'à l'échéance	Actifs & Passifs à la juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts Créances & Dettes	Passifs au coût amorti
Autres titres immobilisés	4	4			4		
Prêts	41	41				41	
Fonds de garantie, dépôts & cautionnement	274	274				274	
Créances / participations non consolidées	9	9				9	
Valeurs mobilières de placement classées en autres actifs financiers	20	20				20	
Créances clients	36.439	36.439				36.439	
Fournisseurs acomptes versés	286	286				286	
Fournisseurs avoirs à recevoir	1.041	1.041				1.041	
Personnel & comptes rattachés	33	33				33	
Débiteurs divers	49	49				49	
Sicav monétaires	28.568	28.568		28.568			
Trésorerie	3.677	3.677		3.677			
Total des instruments financiers à l'Actif	70.441	70.441	0	32.245	4	38.192	0
Emprunts portant intérêts inscrit en passifs non courants	18.217	18.217		1.314			16.903
Part à court terme des emprunts portants intérêts	44.636	44.636		330			44.306
Dettes fournisseurs d'exploitation	11.185	11.185				11.185	
Clients acomptes versés	160	160				160	
Dettes fiscales & sociales	7.644	7.644				7.644	
Dettes fournisseurs d'immobilisation	117	117				117	
Clients avoirs à établir	8.557	8.557				8.557	
Total des instruments financiers au Passif	90.516	90.516	0	1.644	0	27.663	61.209

Les actifs financiers en juste valeur par le résultat sont désignés comme étant détenus à des fins de transaction conformément à l'IAS39.

36.2. Compte de résultat

Selon IFRS 7 § 20 doivent être mentionnés les profits et pertes sur :

- Les actifs et passifs à la juste valeur par résultat
- Les placements détenus jusqu'à l'échéance
- les prêts et créances
- Les passifs financiers au coût amorti
- Les actifs disponibles à la vente

En voici la synthèse :

Contrepartie	Produits de trésorerie & équivalents trésorerie			Coût de l'endettement brut		
	Produits de cession de VMP	Autres intérêts & produits assimilés	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Charges d'instruments de couverture de taux	Intérêts des dettes au coût amorti
Dépôts à terme		910				
Autres Créances		55				
Sicav monétaires	77		138			
Trésorerie					- 518	
Emprunts portant intérêts inscrits en passifs non courants				151		- 1.202
Part à court terme des emprunts portants intérêts				239		
Total	77	965	138	390	- 518	- 1.202

Note 37 - Évènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Le remboursement de l'emprunt CIC de 11.000 K€ en Février 2012 entraine la mainlevée du nantissement sur VMP, (cf Note 32.1).
Aucun autre événement significatif risquant de modifier les éléments financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 31/12/2011 et la date du Directoire ayant arrêté ces comptes le 30/03/2012.